

BURUNDI : Visite d'Etat du Président Ndayishimiye au KENYA: le renouveau diplomatique

RDC : Nord Kivu - Eruption volcanique à Nyiragongo - déjà 15 morts --- Propos de Kagame : le ministre de l'Intérieur note « l'indignation » de la population en RDC - Sessanga face au négationnisme de Kagame : « on ne fera pas l'économie de la vérité » --- Etat de siège : Kigali déclare son soutien à Kinshasa

USA - Biden, 1er président en exercice à visiter le site du massacre de Tulsa (Oklahoma) - Les 31 mai et 1er juin 1921, des résidents blancs ont tué environ 300 Noirs américains (Black American / **AFRO-AMERICAINS**)

RWANDA : FRANCE's Macron admits some guilt for Rwanda's genocide

NAMIBIA: BERLIN (GERMANY) acknowledges 'genocide' in Namibia

GUADELOUPE: Esclavage - une abolition obtenue par la lutte

VENEZUELA: Venezuela denounces COLOMBIA's proposal to reopen border

ETHIOPIA : Ethiopia's reported filling of Nile dam heats up tensions with Egypt, Sudan

GABON: Commonwealth - l'Assemblée nationale apporte son soutien à l'adhésion du Gabon

CENTRAFRIQUE: Tensions entre le Tchad et la Centrafrique - Bangui accuse les rebelles de la CPC -- Angola/RCA : vers un renforcement de la coopération bilatérale

MALI : Une Malienne accouche de neuf bébés | Un coup d'État dans le coup d'État ? - la cour constitutionnelle confirme Assimi Goita au poste de président -Evoquant la vacance du poste | CEDEAO: Suspension de ses instances au MALI -En réaction à la nouvelle crise politique

EGYPTE: Egypt seeks long-term deal between Israel, Hamas

ZIMBABWE: La RDC Congo attire les investisseurs du Zimbabwe

MOZAMBIQUE: Sommet des dirigeants d'Afrique australe sur la menace jihadiste au Mozambique

HAÏTI:

Haïti - Agriculture : Détournement de la rivière Massacre, à la recherche d'une solution avec la RD

27/05/2021 <https://www.haitilibre.com/article-33823-haiti-agriculture-detournement-de-la-riviere-massacre-a-la-recherche-d-une-solution-avec-la-rd.html>

Ce jeudi 27 mai le Chancelier Claude Joseph et son homologue dominicain Robeno Alvarez ouvriront une réunion entre les deux Secrétariats techniques de la Commission mixte haïtiano-dominicaine.

Cette réunion permettra d'échanger des informations sur les usages des eaux de la Rivière Massacre et les projets actuellement en cours au niveau de son bassin versant situé dans la zone Nord de la frontière terrestre haïtiano-dominicaine. Elle vise une sortie de l'impasse et une issue heureuse aux incompréhensions construites autour du projet de construction, par le Gouvernement haïtien, d'un canal d'irrigation alimenté par la rivière Massacre.

La Chancellerie haïtienne est très préoccupé par quelques mauvaises interprétations de ce dossier dans les médias dominicains et des tentatives de violation du territoire haïtien notamment par des ressortissants dominicains qui seraient hostiles au projet. Elle reconnaît par ailleurs le droit des deux États de faire valoir et de défendre leurs intérêts respectifs, particulièrement en ce qui concerne l'utilisation raisonnable et équitable des ressources partagées.

Les intérêts des deux nations doivent prévaloir, sans qu'aucune des deux ne soit affecté dans leurs objectifs et trouver une solution qui doit répondre aux normes de respect mutuel, au droit international et aux accords signés entre les deux pays ».

Claude Joseph continue de privilégier les mécanismes de dialogue binational existants œuvrant pour la préservation des acquis et l'implémentation des politiques et des actions favorables à l'harmonisation des relations haïtiano-dominicaines.

GUADELOUPE:

Esclavage : une abolition obtenue par la lutte

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/esclavage-une-abolition-obtenue-par-la-lutte-1018651.html>

Ce 27 mai, on commémore l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe. Pour la deuxième année consécutive, les manifestations de commémoration sont limitées sur notre territoire en raison de la crise sanitaire.

Christelle Martial • Publié le 27 mai 2021 à 06h03

Certaines communes marquent l'événement en proposant des rassemblements restreints ou des conférences sur internet. D'autres associations proposent des commémorations en nombre limité. Sur les réseaux sociaux du Mémorial Acte ou encore des dépôts de gerbes sur les sites symboliques, cette année, la commémoration de l'esclavage sera célébrée chez nous. Une date qui marque le 173ème anniversaire du décret mettant fin à l'esclavage dans les colonies françaises.

Si le décret officiel n'arrive en Guadeloupe que le 5 juin, c'est bien le 27 mai 1848, que le gouverneur de Guadeloupe proclame l'abolition de l'esclavage. A l'époque, certains hommes ont sensibilisé l'opinion publique quant à cette pratique qui n'a que trop duré. Les idées humanistes progressent partout en Europe et la France ne peut plus justifier ce système en place dans les

colonies.

Aussi, le 27 avril 1848, le gouvernement promulgue le décret d'abolition de l'esclavage. Dans son article premier, il est dit :

L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises, deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elles.

Deux mois c'est long, et déjà dans les colonies la nouvelle se propage. Les esclaves s'impatientent et certaines révoltes éclatent... en Martinique notamment... Pour éviter une insurrection générale, le gouverneur de Guadeloupe décide donc de décréter l'abolition.

S'il avait fallu attendre l'arrivée du décret sur l'île, on estime qu'elle aurait été effective en août 1848, selon les règles énoncées Par le décret. Il reste que sur place, rien n'a été prévu pour l'émancipation de près de 130 000 personnes. Hormis l'indemnisation des colons, L'avenir de ces nouveaux hommes libres n'a pas été pensé. Pas de répartitions des terres, pas de réformes foncières... et pas même d'organisation prévue pour donner des noms à ces personnes. A l'abolition, les anciens esclaves quittent les habitations, lieux de souffrance et les années qui suivent on constate un effondrement de la production sucrière dans nos régions.

Si les esclaves ont arraché leur liberté par la lutte et par la résistance, l'Etat Français, quant à lui n'a rien prévu pour que ces hommes et ces femmes vivent en dignité. 173 ans après ce décret, ils ont, malgré tout, prouvé que c'est bien par la lutte que s'arrache ce qui ne veut pas être donné.

MARTINIQUE:

Martinique : La Préfecture de Martinique lance un appel à projet pour la relance de l'activité touristique « Matinik Pli Bel »

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/martinique-la-prefecture-de-martinique-lance-un-appel-a-projet-pour-la-relance-de-lactivite-touristique-martinik-pli-bel>

Un nouveau programme inscrit dans le cadre du Plan France Relance, l'appel à projets « Matinik Pli Bel » veut être un levier de la reprise touristique en Martinique, en soutenant l'amélioration de la qualité esthétique, architecturale et paysagère et environnementale des sites concernés. Les porteurs de projet ont jusqu'au 30 juin 2021 pour se faire connaître.

Le projet, ouvert aux professionnels du tourisme, aux collectivités et aux opérateurs publics, est ouvert à ceux qui souhaitent porter une amélioration qualitative d'installations existantes, ou d'espaces publics connaissant une forte fréquentation touristique. L'axe principal se veut être celui de projets simples, peu onéreux, mais surtout réalisables rapidement, en vue de la saison touristique. Au total, 10 projets seront retenus, sur la base de plusieurs critères. L'impact du projet en termes d'amélioration de l'expérience visiteur, pour lequel seront privilégiés les projets en partenariat privé / public ; la visibilité depuis l'espace public ; l'insertion du projet dans son environnement urbain ou paysager ; le recours à des matériaux locaux et à des éléments produits localement ; la faisabilité technique, administrative, simplicité et la rapidité de mise en œuvre du projet.

Les heureux lauréats bénéficieront d'un accompagnement personnalisé par des professionnels du cadre de vie, à savoir des architectes, designers, paysagistes, mais aussi économistes, qui sera pris en charge par l'État.

De plus, une aide à l'investissement sera également apportée, à hauteur de 60% du coût total du projet et dans la limite de 22.500€, et l'ADIE pourra le cas échéant proposer un prêt afin de couvrir la part d'auto-financement. Des aides complémentaires pourront être mobilisées, notamment auprès de l'ADEME, pour les projets comportant un objectif environnemental permettant des économies d'eau ou d'énergie.

Dans le cas de projets portés par les collectivités et les opérateurs publics, les conditions de financement des projets seront examinées au cas par cas.

Un formulaire de candidature sera mis à disposition sur le site de la préfecture dès ce vendredi 28

mai, et les porteurs de projets doivent se faire connaître avant le 30 juin 2021 en envoyant leur proposition à l'adresse : matinikplibel@martinique.gouv.fr.
Damien Chaillot

CARAIBES:

Air France renforce ses vols vers l'Outre-mer, Caraïbes et l'océan Indien

<https://www.lechotouristique.com/article/air-france-enrichit-ses-vols-vers-loutre-mer-caraibes-et-locean-indien>

Par Clément Peltier Le Mai 28, 2021

Antilles, Réunion, Guyane, Polynésie... Après les annonces du gouvernement, Air France renforce son programme de vols pour l'été 2021.

Air France prévoit d'assurer cet été jusqu'à 98 vols par semaine vers les Antilles françaises, La Réunion, la Guyane, la Polynésie française, Saint-Martin, la République dominicaine et la Riviera Maya au Mexique.

La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et La Réunion seront cet été reliées à la fois à Paris-Charles de Gaulle et à Paris-Orly, permettant des correspondances depuis et vers l'ensemble du réseau court, moyen et long-courrier d'Air France.

Toujours sous réserve de la levée des restrictions de voyage, la compagnie prévoit également de desservir cet été les destinations Outre-mer, Caraïbes et océan Indien suivantes au départ de CDG : Antananarivo (Madagascar), La Havane (Cuba) et Port-Louis (Île Maurice).

Au départ de Paris-Orly

– Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Fort-de-France (Martinique), Saint-Denis de La Réunion : jusqu'à 14 vols par semaine et par destination

– Cayenne (Guyane) : jusqu'à 7 vols par semaine

Au départ de Paris-Charles de Gaulle

– Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Fort-de-France (Martinique), Saint-Denis de La Réunion : jusqu'à 7 vols par semaine et par destination

– Cayenne (Guyane) : jusqu'à 3 vols par semaine

– Papeete (Polynésie française) : jusqu'à 3 vols par semaine

– Saint Martin : jusqu'à 7 vols par semaine

– Punta Cana (République dominicaine) : jusqu'à 7 vols par semaine

– Saint-Domingue (République dominicaine) : jusqu'à 3 vols par semaine

– Cancún (Mexique) : jusqu'à 5 vols par semaine

Avant tout déplacement, Air France invite ses clients à vérifier les conditions d'entrée et les documents requis à l'arrivée à destination sur ce site.

VENEZUELA:

Venezuela denounces Colombia's proposal to reopen border

President Nicolas Maduro argues that Bogota wants to create crisis

Jorge Jraissati |24.05.2021

<https://www.aa.com.tr/en/americas/venezuela-denounces-colombia-s-proposal-to-reopen-border/2252040>

CARACAS, Venezuela

Venezuelan President Nicolas Maduro denounced his Colombian counterpart Sunday for proposing to reopen the border between the two countries.

Maduro said Ivan Duque's unilateral move would destabilize the border, arguing that people transiting between the two countries would create a COVID-19 crisis in the bordering region. He specifically claimed that Colombia would "contaminate" Venezuela with its COVID variants. "The Indian variant, the California variant and the South African variant are already circulating in Colombia," so the reopening of the border would "contaminate" Venezuela's bordering state of Tachira, he noted.

Maduro said Duque's proposal is an attempt to raise funds from the international community and "create a smokescreen" to distract attention from the wave of protests currently taking place in Colombia that began over the government's proposed tax hikes and spread to include economic issues, inequality, the shortage of COVID vaccines and police brutality.

"They have tried to create smokescreens to divert world attention from the enormous and tragic crisis that Colombia is experiencing. They want to create a source of disturbance on the border and they want to create a show with Venezuelan migrants," he said.

Maduro said his government will not allow that to happen and that Venezuela will "protect the border and defeat the plan to send more powerful variants against Venezuela."

However, he remained open to the possibility of reaching an agreement between the two countries with the right "biosecurity measures."

AMERIQUE LATINE

CUBA:

À Cuba, des artistes soutiennent un opposant hospitalisé

<https://www.lefigaro.fr/culture/a-cuba-des-artistes-soutiennent-un-opposant-hospitalise-20210525>

Trois artistes cubains appellent le musée national des Beaux-Arts de la Havane à protéger les œuvres de l'opposant Luis Manuel Otero Alcantara, «séquestré et maintenu sans communication par la sécurité de l'État» alors qu'il est hospitalisé depuis le 2 mai dans le cadre d'une grève de la faim.

Par Le Figaro avec AFP Publié le 25/05/2021 à 09:49

L'artiste et opposant au régime, Luis Manuel Otero Alcantara, opère une grève de la faim depuis début mai, alors que les autorités ont saisi certaines de ses œuvres.

Les artistes cubains Tania Bruguera, Sandra Ceballos et Tomas Sanchez ont demandé, lundi 24 mai, le retrait de leurs œuvres du musée national des Beaux-Arts, en solidarité avec un dissident hospitalisé depuis trois semaines dans un hôpital de La Havane, sans communication avec l'extérieur. Dans une lettre ouverte adressée au directeur du musée et publiée sur Facebook, ils se disent «motivés par un véritable sentiment d'inquiétude et de solidarité avec le jeune artiste cubain et collègue Luis Manuel Otero Alcantara», âgé de 33 ans.

«Il se trouve depuis le 2 mai à l'hôpital universitaire Calixto Garcia, séquestré et maintenu sans communication par la sécurité de l'État», dénoncent-ils, demandant que leurs œuvres présentes au musée «soient couvertes de telle manière que l'on empêche leur "communication" avec le public», racontent-ils. Les artistes exigent aussi que soient «retirées de la page web du musée celles qui ne sont pas exposées mais qui font partie de la collection», tant que le dissident ne sera pas libéré, avec la possibilité pour ses proches de lui rendre visite.

Vendredi, l'ambassade des États-Unis à La Havane avait demandé, via Twitter, «que Luis Manuel Otero Alcantara et tous les Cubains soient respectés et traités avec dignité», tandis qu'Amnesty International l'a déclaré «prisonnier de conscience». Le gouvernement cubain accuse l'artiste, leader du collectif contestataire Mouvement San Isidro (MSI), de tentative de manipulation politique et d'être financé par l'Institut national démocrate aux États-Unis, groupe de réflexion dirigé par l'ex-

secrétaire d'État Madeleine Albright.

Luis Manuel Otero Alcantara a été hospitalisé le 2 mai, huit jours après s'être déclaré en grève de la faim pour exiger qu'on lui rende ses œuvres d'art saisies par la police, ainsi que la fin de la surveillance policière. En novembre dernier, une dizaine de membres et sympathisants du MSI s'étaient retranchés dix jours dans la maison de Luis Manuel Otero Alcantara pour dénoncer l'arrestation d'un rappeur, obtenant une audience internationale en diffusant leur action via internet. Leur expulsion avait donné lieu à une mobilisation de 300 artistes face au ministère de la Culture le 27 novembre, du jamais-vu à Cuba.

JAMAICA:

Jamaica - Cuba extend education agreement

5/28/2021 <https://menafn.com/1102154707/Jamaica-Cuba-extend-education-agreement>

Minister of Education, Youth and Information, Fayval Williams (left) and Cuba's Ambassador to Jamaica, Her Excellency Inés Fors Fernández [Photo: Michael Sloley]

By Rochelle Williams

KINGSTON, Jamaica, (JIS) – Jamaican schools will continue to benefit from professional and academic support provided by Cuban teachers, following the signing of an agreement between the countries on Wednesday, May 26 to extend the bilateral cooperation in education.

The signing ceremony was held at the ministry of education, youth and information's National Heroes Circle offices in Kingston. The primary areas of instruction covered under the agreement include Spanish, chemistry, physics, mathematics and physical education.

Portfolio minister Fayval Williams, said Jamaica has benefited significantly from Cuban teachers sharing their experiences and expertise in various subject areas for more than two decades since the signing of the first education agreement in 1997.

"We are happy to see this programme continue, which has resulted in improved performance in the subjects taught, improved diplomatic relations between the governments of Jamaica and Cuba, and an increased number of students being exposed to a second language," she noted.

At present, there are 86 teachers working at 78 schools – 46 primary, 32 secondary and four tertiary-level institutions.

A total of 18 teachers arrived in Jamaica for the start of the current academic year in September 2020 the majority of whom are teaching Spanish, while the others are providing instruction in areas such as physics, chemistry, mathematics, biochemistry and biology.

Minister Williams noted that tablets were assigned to the Cuban teachers to facilitate virtual classes.

"In addition, many of them are teaching on television and radio to provide children in remote areas access to education. Some are also engaged in the development of learning kits for the primary level," she added. "Available data indicate that approximately 31,000 children, as well as their communities, have benefited from the educational work of Cuban teachers this year. We, at the ministry, are happy to see this programme extended and hope that it will continue to redound to the benefit of the two countries."

Cuba's ambassador to Jamaica, Her Excellency Inés Fors Fernández, in her remarks said that the signing of the agreement is an indication of the special bond of friendship that Jamaica and Cuba have enjoyed since the establishment of diplomatic relations in 1972.

"The agreement on education for the provision of professional and academic support between the Ministries of Education of our two beloved nations demonstrates our unwavering commitment to the development of sustained technical and functional cooperation programmes."

Approximately 438 Cuban teachers and professors have offered their services in Jamaica since 1997.

USA:

USA-Biden, premier président en exercice à visiter le site du massacre de Tulsa

01/06/2021 | <https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/USA-Biden-premier-president-en-exercice-a-visiter-le-site-du-massacre-de-Tulsa--35485831/>

par Jeff Mason et Heather Timmons | WASHINGTON, 1er juin (Reuters) - Joe Biden deviendra mardi le premier président américain en exercice à se rendre sur le site du massacre de centaines de Noirs américains par une foule blanche à Tulsa (Oklahoma) il y a cent ans, l'un des pires chapitres de l'histoire de la violence raciale aux Etats-Unis.

Les 31 mai et 1er juin 1921, des résidents blancs ont tué environ 300 Noirs, brûlé et pillé des maisons et des entreprises, dévastant une communauté afro-américaine prospère après qu'une femme blanche avait accusé un Noir d'agression, une allégation qui n'a jamais été prouvée.

Les compagnies d'assurance n'avaient pas couvert les dommages et personne n'a été inculpé pour ces attaques.

Mardi, durant sa visite, le président démocrate rencontrera la poignée de membres survivants de la communauté de Greenwood à l'occasion du 100e anniversaire de la tuerie, et annoncera des mesures visant à combattre les inégalités, ont indiqué des responsables de la Maison Blanche.

Ces mesures comprendront l'extension des contrats fédéraux aux petites entreprises défavorisées, l'investissement de dizaines de milliards de dollars dans des communautés comme celle de Greenwood qui souffrent d'une pauvreté persistante et de nouveaux efforts pour combattre la discrimination en matière de logement.

Le président américain parlera de l'héritage raciste des États-Unis et reconnaîtra les défis à venir, a déclaré un responsable de l'administration, soulignant qu'il ne pouvait tenir sa promesse de restaurer "l'âme" de la nation sans reconnaître la complexité de son histoire.

Lundi, Joe Biden avait demandé à tous les Américains de "réfléchir aux racines profondes de la terreur raciale dans notre nation et de s'engager à nouveau dans le travail d'éradication du racisme systémique à travers notre pays".

Cette visite intervient dans un contexte de réflexion nationale sur les sujets liés au racisme, un an après le meurtre de George Floyd, un Noir non armé, par un policier blanc de Minneapolis, qui a suscité une vague de protestations dans tout le pays.

Joe Biden, qui a remporté l'élection présidentielle de novembre dernier grâce au soutien des électeurs noirs, avait fait de la lutte contre les inégalités raciales un point clé de sa campagne de 2020. Il a rencontré la semaine dernière des membres de la famille de George Floyd à l'occasion de l'anniversaire de sa mort et fait pression pour l'adoption d'un projet de loi sur la réforme de la police qui porte le nom de ce dernier.

La visite de Joe Biden à Tulsa offrira également un contraste frappant avec Donald Trump qui durant sa présidence, a critiqué les mouvements de justice raciale tels que Black Lives Matter ("Les vies des Noirs comptent").

"Un peu moins d'un an plus tard, un nouveau président se rend à Tulsa pour dénoncer le massacre de frères et sœurs afro-américains innocents, dénoncer le racisme dans son voyage et encourager les Américains à se rassembler", a déclaré Moe Vela, ancien conseiller de Joe Biden.

BIDEN ET LE RACISME

La position publique de Joe Biden sur le racisme et l'égalité a évolué au fil des décennies.

Le président démocrate a essuyé des critiques pendant la campagne de 2020 pour son opposition aux programmes de transport scolaire des années 1970 qui obligeait les villes à transporter les enfants des quartiers noirs vers des écoles à majorité blanche.

Joe Biden a également soutenu un projet de loi sur la criminalité en 1994 qui, selon les experts des droits civiques et de la justice, a contribué à une augmentation de l'incarcération de masse. Il a aussi défendu son travail avec deux sénateurs ségrégationnistes du Sud à l'époque où il était au Sénat

américain.

"Nous évoluons tous, nous grandissons, nous apprenons. Et je le félicite pour cela", a déclaré Moe Vela.

Joe Biden "ne semble pas être le Joe Biden du projet de loi sur la criminalité, mais il n'a jamais renié ce projet de loi", a constaté William Darity Jr, professeur à l'université Duke, qui a co-écrit "From Here to Equality : Reparations for Black Americans in the Twentieth Century".

Sa visite à Tulsa pourrait être le moment opportun pour annoncer la création d'une commission présidentielle chargée "d'explorer l'histoire des atrocités raciales de l'Amérique et de présenter des propositions de justice raciale", a-t-il ajouté. (Jeff Mason et Heather Timmons; version française Hayat Gazzane, édité par Jean-Stéphane Brosse) © Reuters 2021

AFRIQUE DE L'EST

EAC:

East Africa: South Sudan Set to Join Lake Victoria Basin Commission

27 MAY 2021 <https://allafrica.com/stories/202105270713.html>

The Citizen (Dar es Salaam) By Alfred Zacharia

Dar es Salaam — South Sudan is set to become a party to the Lake Victoria Basin Commission (LVBC), an institution of the East African Community (EAC).

A bill to the effect has been tabled before the East African Legislative Assembly (Eala) and is currently awaiting debate and approval.

The Lake Victoria Basin Commission Bill, 2019 is intended to enable South Sudan to be roped into implementation of numerous projects within the basin.

It would also enable the newest member of the EAC to access economic and environmental benefits of the shared lake and its basin.

This was revealed in Dar es Salaam yesterday by Dr. Ali Matano, the executive director of the Kisumu-based regional body.

He said the new legislation was prompted by the entry of Juba into the EAC in 2016, becoming the sixth member of the Community.

So far only five EAC partner states - Tanzania, Uganda, Kenya, Burundi and Rwanda - are parties to the Commission formed in 2003.

"When the law establishing LVBC (in 2003) was enacted, South Sudan was not a member of the EAC," he told The Citizen.

Like the five EAC states which are parties to the Commission, South Sudan geographically falls within the vast Lake Victoria basin.

The riparian countries sharing the 69,000 square kilometre water body and which founded LVBC are Tanzania, Uganda and Kenya.

However, Burundi, Rwanda and South Sudan also fall within the Lake Victoria drainage basin through a network of rivers filling in or pouring out.

LVBC project development officer Ms Hilda Luoga said South Sudan had been skipped from key projects for not being a party to the Commission.

With the new law, South Sudan will be considered "in every project initiative and strategies on curbing climate-induced disasters".

The climate change focal person in the Juba government Payai John said his country needs support from other EAC partner states to stem climatic hazards.

"We need joint efforts with other countries to prevent or reduce the impacts of such disasters," he

said.

For instance, he said last year more than 245 people died in his country from floods due to overflowing Lake Victoria.

He added that when his country becomes a member of LVBC, it would be able to access financial and technological resources to tame the disasters like other countries.

BURUNDI:

Visite d'Etat du Président Ndayishimiye au Kenya: le renouveau diplomatique.

<https://www.presidence.gov.bi/2021/06/01/visite-detat-du-president-ndayishimiye-au-kenya-le-renouveau-diplomatique/>

Ce lundi 31 mai 2021, sur invitation de son Homologue du Kenya, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye, accompagné par la Première Dame Son Excellence Angeline Ndayishimiye et plusieurs Hauts Cadres de l'Etat burundais, a entamé une Visite d'Etat de deux jours en République du Kenya où il participera aux célébrations nationales du "Madaraka Day" prévues au 1^{er} juin 2021.

Après avoir été reçu avec les honneurs militaires au State Lodge de Kisumu par son Homologue Kényan Son Excellence Uhuru Kenyatta en compagnie de son Épouse, cette première journée aura été marquée par une importante réunion entre les membres des Délégations officielles des deux pays à l'issue de laquelle furent conclus et signés les sept nouveaux accords de coopération dans plusieurs domaines.

Lors d'un point de presse animé conjointement, les deux Chefs d'Etat ont affirmé que " la signature de ces nouveaux accords traduit leur ferme engagement à redynamiser et à fructifier les relations politiques, diplomatiques et commerciales entre le Burundi et le Kenya."

Le Président Ndayishimiye a exprimé sa gratitude au Président Kenyatta et au peuple kényan pour le rôle joué dans le passé par le Kenya dans la stabilisation du Burundi grâce aux efforts internationaux de maintien de la paix et à la facilitation des échanges commerciaux: «Nous apprécions les liens entre nos deux pays à la fois dans les investissements et dans le commerce. Nous sommes reconnaissants pour le rôle joué par le Kenya dans le maintien de la paix au Burundi et la facilitation du commerce via le port de Mombasa, et les investisseurs kényans travaillant déjà au Burundi »

En effet, les deux Hommes d'État ont exprimé leur volonté commune de renforcer les liens fraternels et historiques qui unissent les peuples burundais et kényan, et en signe de cette fraternité, le Président du Kenya a offert un troupeau de vaches en cadeau à son Homologue burundais, un symbole culturellement fort.

Le Président Ndayishimiye et son homologue kényan ont également déclaré qu'ils continueraient à travailler ensemble pour faire avancer l'agenda africain sur la scène mondiale, et ont réitéré l'engagement de leur pays pour le progrès de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

«Concernant la coopération internationale, nous avons réitéré notre engagement à continuer de travailler en étroite collaboration au niveau des Nations Unies, en vue de faire progresser l'Agenda africain commun pour l'intégration et le développement durable», a déclaré le président Kenyatta.

Dans le cadre des efforts visant à renforcer les relations bilatérales entre le Burundi et le Kenya, les deux Dirigeants ont convenu de revoir l'accord de 2018 de la Commission permanente mixte de coopération en vue d'assurer la mise en œuvre rapide des accords convenus.

Sur un autre plan, les échanges ont aussi placé le partage d'expertises au centre du nouveau cap franchi par les relations burundo-kényanes et c'est dans ce cadre que les deux Chefs d'État ont inauguré et visité ensemble le chantier naval de Kisumu; qui apportera sans doute son savoir faire

dans la promotion du transport maritime au Burundi.

Au même moment, les Premières Dames du Burundi et du Kenya ont eu l'opportunité de partager leurs expériences dans les domaines d'intérêt commun; notamment dans leur action en faveur des femmes et des enfants. A ce titre, la Première Dame du Burundi S.E Angeline Ndayishimiye était accompagnée par sa Consoeur du Kenya S.E Margaret Kenyatta pour visiter l'hôpital Jaramogi Oginga Odinga qui héberge un projet innovant de cliniques mobiles "Beyond Zero" pour rendre plus accessibles les soins de santé aux nécessiteux, ainsi que le projet Empower apportant des soins adaptés aux femmes souffrant de cancer. La Première Dame du Burundi a également pu s'imprégner du patrimoine culturel de Kisumu lors de la visite de l'Impala Sanctuary.

Pour le deuxième et dernier jour de cette Visite d'État, le Couple Présidentiel burundais sera accueilli ce 1er juin 2021 en Invités d'Honneur pour les célébrations nationales du Madaraka Day organisées à Kisumu, la troisième ville du Kenya après Nairobi et Mombassa.

BURUNDI : ADISCO explique ses projets à GIHOGAZI / KARUSI

Posted on : May 27, 2021 By bdiagnews <https://burundi-agnews.org/province/karusi/burundi-adisco-explique-ses-projets-a-gihogazi-karusi/>

SOCIETE CIVILE – KARUSI (Commune GIHOGAZI), Mercredi 19 mai 2021 – L' Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines (ADISCO) organisait des travaux de sensibilisation et de motivation sur les projets qu'ils développent localement dont la mutualité, le Projeune emplois, et la promotion d'une bonne habitation.

ADISCO est une organisation de la société civile Burundi, impliquée comme acteur socio-économique local.

BURUNDI : La commune BUHIGA a emballé 5,5 tonnes de maïs / KARUSI

Posted on : May 27, 2021 By bdiagnews <https://burundi-agnews.org/economie/burundi-la-commune-buhiga-a-emballé-55-tonnes-de-maïs-karusi/>

ECONOMIE – KARUSI (Commune BUHIGA), Mardi 4 mai 2021 – L'Administration de M. BACABASEME Thérance, Administrateur communal de BUHIGA a débuté le travail de séchage et de mise dans des sacs d'emballage de 100 kg du maïs égrené produit localement, permettant de facilement compté la quantité produite.

La commune BUHIGA a emballé 5,5 tonnes de maïs sur une totalité stocké au niveau provincial de 1783.655 tonnes.

GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 : Le Régime HIMA a tué des TUTSI BURUNDI

Posted on : May 25, 2021 By bdiagnews <https://burundi-agnews.org/genocide/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-le-regime-hima-a-tue-des-tutsi-barundi/>

JUSTICE, HISTOIRE, GÉNOCIDÉ, PANAFRICANISME – KIRUNDO, Lundi 24 mai 2021 – LA COMMISSION VERITE RECONCILIATION DU BURUNDI (CVR.BI) a informé du cas du Caporal NDAHIGEZE Emmanuel, raconté par plusieurs témoins. Étant TUTSI burundais [<http://bdiagnews.com/TUTSI>], il avait été tué le samedi 29 juillet 1972 par des militaires HIMA burundais [<http://bdiagnews.com/HIMA>], sur ordre de son Lieutenant.

Caporal NDAHIGEZE avait trouvé la mort en même temps que d'autres de ses amis HUTU [<http://bdiagnews.com/HUTU>]. La reproche que LE REGIME HIMA BURUNDAIS lui avait fait était sa proximité avec LES HUTU. De plus, il avait donné de la nourriture à un de ses collègues HUTU emprisonné, voué à la mort.

Mercredi 28 avril 2021, pour la première fois, L'ETAT du BURUNDI, par l'intermédiaire du SENAT DU BURUNDI, après une minute de silence, a reconnu que LE GOUVERNEMENT MICOMBERO AVAIT PLANIFIE "l'extermination d'un nombre important de ses citoyens" [<https://bdiagnews.com/genocide/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-senat-le->

[gouvernement-micombero-a-planifie-cette-extermiation/](#)].

Le Jeudi 29 avril 2021, LES BARUNDI ont commémoré LE GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI dont LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI était LA DERNIÈRE PHASE [<https://bdiagnews.com/afrique/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-49-ans-apres/>].

TANZANIE:

Tanzania joins One Network Area for lower cross-border call tariffs

TUESDAY MAY 25 2021 <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/tanzania-joins-one-network-area-3412976>

By LUKE ANAMI After years of dithering, Tanzania has finally joined the East African Community One Network Area, which promises cheaper calls across the bloc due to harmonised calling rates. This means that charges on roaming voice calls in Kenya, Rwanda, South Sudan, Uganda and Tanzania will be eliminated. The benefits include easier and cheaper communication that will promote the ease of doing business in the region.

Pressure on Tanzania to join the network peaked at the June 2019 meeting of the EAC Transport, Communications and Meteorology Sector Council held in Kampala, where Dar es Salaam was given a deadline of March 31 to complete its analysis on the implementation of One Network Area. But it has emerged that Tanzania made the decision to join the ONA late last year, and Foreign Affairs Permanent Secretary Stephen Mbundi wrote to the EAC Secretariat expressing interest in the deal. During last week's private sector meeting held in Kampala, EAC director-general of Customs and Trade Kenneth Bagamuhunda announced that Tanzania had committed to the EAC Secretariat to join the network.

"The adoption of the ONA model by all EAC Partner States is set to reduce the high cost of telecommunications in the region," Mr Bagamuhunda said.

ONA had been implemented by Rwanda, Kenya and Uganda and later on South Sudan. With Tanzania having now signed up, the focus shifts to Burundi. "It will promote easier communication among the people of East Africa, which will strengthen the integration process as we also ask Burundi to join the ONA," said EAC Secretary General Peter Mathuki.

ONA requires mobile network operators to renegotiate and reduce wholesale tariffs and a waiver of excise taxes and surcharges on incoming voice traffic while establishing wholesale and retail price caps on outbound ONA traffic.

RDC CONGO:

Sessanga face au négationnisme de Kagame : « on ne fera pas l'économie de la vérité »

<https://www.digitalcongo.net/article/60a5115bd3ecf000152094ed/>

Kinshasa19-05-2021Politique - Dans une interview accordée, lundi 17 mai, à France 24 et Radio France Internationale (RFI) à Paris, le président rwandais, Paul Kagame, a indiqué qu'il n'y a jamais eu des crimes commis en RDC. Une déclaration qui a suscité un tollé à Kinshasa. Le député Delly Sessanga n'est pas en reste.

Le député national Delly Sesanga est, à son tour, monté au créneau pour fustiger les propos du président rwandais Paul Kagame. Cet élu refuse de faire l'économie de la vérité face aux tragédies vécues dans les Grands lacs, estimant que la politique de bon voisinage ne peut oblitérer la mémoire.

"La politique de bon voisinage ne peut oblitérer la mémoire, source de l'histoire et fondement de la paix et la stabilité à venir. Dans les Grands Lacs, on ne fera pas l'économie de la vérité des faits et des tragédies qui ont émaillé nos relations avec nos voisins, dont le Rwanda", a écrit Delly Sesanga sur son compte Twitter, mardi dernier.

Ce député élu du territoire de Luiza dans le Kasaï central pense que c'est que Paul Kagame refuse d'admettre pour son peuple, il ne peut le soutenir pour la RDC. "Ce que le président Paul Kagame refuse d'admettre pour son peuple, au nom de la dignité humaine, il ne peut le soutenir sur la RD Congo au nom d'un culte de l'oubli. Évoquer la mémoire, c'est conjurer le sort des tragédies passées pour l'avenir. Inviter à l'oubli, c'est les perpétuer", a ajouté Delly Sesanga.

Il sied de noter que plusieurs acteurs politiques congolais ont réagi face aux propos du président rwandais qui a, en outre, rejeté les conclusions du Rapport Mapping des Nations-Unies en les qualifiant de "controversées". Pour Adolphe Muzito, « Paul Kagame ne comprend que le langage de la force. » L'ancien Premier ministre de Joseph Kabila pense qu'il faut faire la guerre contre Kigali pour obtenir la paix en RDC, estimant que lui-même Kagame étant venu au pouvoir par la force.

Pour rappel, dans cette interview aux médias français, Paul Kagame s'en est pris également au prix Nobel de la Paix congolais, Denis Mukwege. Pour lui, le gynécologue congolais bénéficie du soutien des forces "obscur" dans sa réclamation de la mise en œuvre des recommandations du Rapport Mapping. Dido Nsapu

Propos de Kagame : le ministre de l'Intérieur note « l'indignation » de la population en RDC

<https://www.digitalcongo.net/article/60a8ddd3fd274a0015f76c6e/>

Kinshasa22-05-2021Politique - Au cours du conseil des ministres tenu le 21 mai 2021, le ministre de l'Intérieur congolais a rapporté aux membres du gouvernement l'indignation suscitée par les propos du président rwandais, Paul Kagame, au sujet de son refus d'admettre des massacres commis en RDC.

Au cours de cette 4ème réunion du gouvernement du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Daniel Aselo, a fait le point sur la poursuite des opérations militaires en Ituri et au Nord-Kivu, dans le cadre de l'état de siège. Mais également il a dressé l'état du territoire dans son ensemble non sans faire référence aux réactions suscitées par les propos du président rwandais tenus en marge du sommet de Paris sur le financement des économies africaines.

« Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Décentralisation, Sécurité et Affaires Coutumières a présenté l'état du territoire national. La situation est relativement calme. Il a noté l'expression d'indignation de la population congolaise à la suite des déclarations du président rwandais sur l'implication connue de l'armée de son pays dans les crimes commis dans la partie Est de la République Démocratique du Congo », peut-on lire dans le compte-rendu du gouvernement signé par le porte-parole, Patrick Muyaya.

Pour rappel, dans une interview accordée, lundi 17 mai 2021, aux médias français France 24 et RFI, Paul Kagame a totalement nié les massacres commis par son armée en RDC ou des rebellions congolaises ayant agi sous son impulsion. « Il n'y a pas eu des crimes en RDC, absolument pas ! », a nié le président rwandais. Kagame s'en est pris également au prix Nobel de la Paix congolais, Denis Mukwege. Pour lui, le gynécologue congolais bénéficie du soutien des forces "invisibles" dans sa réclamation de la mise en œuvre des recommandations du Rapport Mapping. Un rapport onusien qu'il a qualifié de « controversé ».

Des propos qui ont provoqué une vague de réactions au sein de l'opinion congolaise. "La politique de bon voisinage ne peut oblitérer la mémoire, source de l'histoire et fondement de la paix et la stabilité à venir. Dans les Grands Lacs, on ne fera pas l'économie de la vérité des faits et des tragédies qui ont émaillé nos relations avec nos voisins, dont le Rwanda", a écrit le député national, Delly Sessanga sur son compte Twitter, mardi dernier.

Ce député élu du territoire de Luiza dans le Kasaï central pense que c'est que Paul Kagame refuse d'admettre pour son peuple, il ne peut le soutenir pour la RDC. "Ce que le président Paul Kagame refuse d'admettre pour son peuple, au nom de la dignité humaine, il ne peut le soutenir sur la RD Congo au nom d'un culte de l'oubli. Évoquer la mémoire, c'est conjurer le sort des tragédies passées pour l'avenir. Inviter à l'oubli, c'est les perpétuer", a-t-il ajouté.

De son côté, Adolphe Muzito ne met pas des gans : « Paul Kagame ne comprend que le langage de la force », a réagi l'ancien Premier ministre de Joseph Kabila. Muzito pense qu'il faut faire la guerre contre Kigali pour obtenir la paix en RDC, estimant que lui-même Kagame étant venu au pouvoir par la force.

Le journal Le Phare a, pour sa part, rappelé que « la réaction épidermique de Kagame étonne plus d'un Congolais, témoin vivant des safaris militaires de l'armée rwandaise et des mouvements rebelles à la solde de pouvoir de Kigali en terres congolaises de 1996 à nos jours. »

Dido Nsapu

Etat de siège : Kigali déclare son soutien à Kinshasa

<https://www.digitalcongo.net/article/609d24b5c3346e00153ea2e2/>

Kinshasa13-05-2021Politique - La République démocratique du Congo ne sera pas seule dans sa croisade contre les forces négatives à la base de l'insécurité en Ituri et au Nord-Kivu.

Le soutien de son voisin de l'Est, le Rwanda, lui est acquis. « Nous soutenons la paix, le développement et la coopération avec la RDC. Nous soutenons toutes les actions menées par le Gouvernement congolais pour pacifier le pays. Que ce soit les actions unilatérales et celles menées en coopération et en collaboration avec les pays voisins. Un Congo stable et prospère est bénéfique à tout le continent », a déclaré l'ambassadeur du Rwanda en RDC, Vincent Kagera, à l'issue de l'audience lui accordée par le président du Sénat Modeste Bahati.

Bon nombre d'observateurs dans la région de Grands Lacs veulent voir le Rwanda traduire son soutien par des actes concrets. A les en croire, le pays de Paul Kagame favoriserait d'une manière ou d'une autre l'insécurité à l'Est de la RDC pour en tirer profit.

Selon ces observateurs, les réseaux maffieux, qui créent l'insécurité à l'Est de la RDC pour faire main basse sur nos minerais, étalent leur tentacule jusqu'à Kigali, où ils ont des représentations qui opèrent en toute quiétude sans que les autorités rwandaises ne disent mot. C'est connu de tous que le Rwanda est devenu la plaque tournante dans l'exploitation frauduleuse des minerais congolais.

St Théodore Ngangu Ilenda

RDC : Nord Kivu - Eruption volcanique à Nyiragongo - déjà 15 morts

<https://www.digitalcongo.net/article/60ab893c954b7500159d6b24/>

Kinshasa24-05-2021Société - Le gouvernement central a donné les premiers bilans de l'éruption du volcan de Nyiragongo dans la province du Nord-Kivu le samedi 24 mai 2021.

L'éruption volcanique à Nyiragongo intervenu samedi dans la province du Nord-Kivu, a fait jusque-là 15 morts, selon les données fournies dimanche par le gouvernement central.

Le porte-parole de l'exécutif national, Patrick Muyaya, a précisé que parmi ces quinze victimes, neuf sont décédées dans un accident de circulation lors de l'évacuation de la ville et deux calcinées par la lave et quatre par tentative d'évasion à la prison de Munzenze.

Au total, dix-sept villages autour de Goma ont été touchés par les laves dont Buhene, Katoyi et Majengo. Aussi, trois structures sanitaires, une école primaire, un abattoir et une canalisation d'eau ont été également touchées.

Le gouvernement qui a dépêché une équipe dimanche sur place va axer sa stratégie sur l'évaluer de la situation humanitaire dans les hôpitaux et d'autres structures de santé, des mouvements de la population, la poursuite de la surveillance tectonique du volcan ; la sécuriser la ville de Goma et ses

environs, des zones d'évacuation et des voies d'accès ; la centralisation des informations et leur partager avec les membres et l'évaluer la situation humanitaire globale liée à cette catastrophe pour proposer les mécanismes d'accompagnement. Socrate Nsimba

Eruption Nyiragongo : des habitants fuient les mauvaises conditions à Sake et regagnent Goma

<https://www.digitalcongo.net/article/60b0ccb7e46d8d001528f0d2/> Kinshasa28-05-2021

Société - Le gouvernement qui avait lancé le plan d'évacuation n'a pas assuré un accompagnement humanitaire aux déplacés abandonnés à leur triste sort.

Alors que le gouvernement n'a pas encore ordonné le retour de la population à Goma, certaines familles préfèrent quitter la localité de Sake, pour regagner la ville capitale du Nord-Kivu, constate un reporter d'actualite.cd ce matin.

Des personnes interrogées disent craindre des épidémies suite au manque d'eau potable et aux espaces d'accueil. Beaucoup ont passé nuit à la belle étoile.

Aussi, les prix des denrées alimentaires ont grimpé, alors que 1 dollar est changé à 1 700 francs au lieu de 2000 francs dans ces spéculations monétaires.

Lors de son point de presse jeudi à Kinshasa, le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, avait pourtant indiqué que le retour des déplacés dans leurs domiciles respectifs ne pourra être envisagé que lorsque la menace d'une éruption secondaire sera totalement écartée. Alors que d'autres continuent de quitter Goma, certains reviennent malgré tout.

Socrate Nsimba

UGANDA:

Mass abductions in Uganda: What we know and don't know

BY LIAM TAYLOR & DERRICK WANDERAMAY 25, 20210

<https://africanarguments.org/2021/05/mass-abductions-in-uganda-what-we-know-and-dont-know/>

Amid government denials and unverified claims, we spoke to dozens of former abductees, their families and officials to get a clearer picture.

Uganda abductions The army on the streets on Kampala, Uganda in May 2021. Credit: Bobi Wine.

The army on the streets on Kampala, Uganda in May 2021. Credit: Bobi Wine.

Since last year, there have been widespread reports of arrests, abductions and torture in Uganda. Hundreds of people have claimed to have been seized by security forces, while hundreds more may still be unaccounted for.

It is difficult, however, to get a clear picture of what is happening. The government has repeatedly denied claims or hidden the truth. Meanwhile, opposition supporters' claims are not always verified, especially those shared in the maelstrom of social media.

To get a more accurate picture, we interviewed dozens of former abductees, the families of missing people and state authorities, all kept anonymous for their own protection. Here is a brief guide of what we know and what we don't.

The army is involved

The context for the recent abductions were the 14 January elections, which pit President Yoweri Museveni against popstar-politician Robert Kyagulanyi (aka Bobi Wine). The opposition leader warned that the people would "rise up" as they did in Libya, Egypt and Sudan if Museveni did not leave peacefully. The 76-year-old president, in power since 1986, accused the singer of wanting to "organise an insurrection".

On the campaign trail in November 2020, Wine was detained for two days for allegedly violating

COVID-19 restrictions. His arrest sparked protests, especially in the capital Kampala, and the state shot at least 54 people dead. Abductions intensified after this episode, continuing through polling day, which was marred by widespread allegations of fraud, and to Museveni's inauguration in May. In February, the president dismissed reports of disappearances but acknowledged that he had called in the army to defeat "lawbreakers", "traitors" and "terrorists". He named two military agencies by name: the Chieftaincy of Military Intelligence (CMI), the army's intelligence wing; and the Special Forces Command (SFC), an elite president guard with experience fighting in Somalia, which is led by his son Muhoozi Kainerugaba(...)

KENYA:

Kenya on high alert as fresh wave of locust invasion looms

FRIDAY MAY 28 2021 <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/high-alert-locust-invasion-3416788>

By GERALD ANDAE

Kenya is on high alert following a possibility of a third wave of desert locust invasion as huge swarms are currently hatching in Somalia and are likely to cross to Kenya.

Agriculture Principal Secretary Hamadi Boga said despite Kenya's efforts to contain the locusts, failure by Somalia to deal with the emerging swarms pose a serious threat in the coming days.

The new invasion could deal a blow to Kenya's efforts, coming at a time when the Food and Agriculture Organisation (FAO) announced the country had managed to eliminate all the deserts locusts, except in one county.

"There is a possibility of a third wave because of the swarms that are hatching in Somalia, which has failed to control," said Prof Boga.

In Somalia and Ethiopia, the locusts are hatching and the direction of wind will play a critical role in their movement.

FAO on Wednesday handed over Desert Locust Information Office to government to enable it monitor the movement of the pests in the region and take necessary precautions.

The office contains information, equipment and all data that was collected during the desert locust survey and control(...)

RWANDA:

France's Macron admits some guilt for Rwanda's genocide

IGNATIUS SSUUNA and JOHN LEICESTER

May 27, 2021 <https://www.newstimes.com/news/article/France-s-Macron-visits-Rwanda-as-relations-improve-16206545.php>

KIGALI, Rwanda (AP) — In a key speech on his visit to Rwanda, French President Emmanuel Macron said he recognizes that France bears a heavy responsibility for the 1994 genocide in the central African country.

Macron solemnly detailed how France had failed the 800,000 victims of the genocide but he stopped short of an apology.

France "was not an accomplice" in the genocide but ended up siding with Rwanda's "genocidal regime" and bore an "overwhelming responsibility" in the slide toward the massacres, the French leader said, speaking Thursday at the genocide memorial in the capital, Kigali.

"France has a role, a history and a political responsibility in Rwanda. It has a duty: That of looking history in the face and recognizing the suffering that it inflicted on the Rwandan people by favoring

silence over the examination of truth for too long,” Macron said.

When the genocide started, “the international community took close to three months, three interminable months, before reacting and we, all of us, abandoned hundreds of thousands of victims.”

France’s failures contributed to “27 years of bitter distance” between the two countries, he said.

“I have to come to recognize our responsibilities,” Macron said.

Although Macron didn’t apologize, he won praise from Rwandan President Paul Kagame for his “powerful speech.”(...)

SOUTH SUDAN:

AFRICA/SOUTH SUDAN - Escalation of violence by young rebels, despite appeals for peace

Thursday, 27 May 2021 <http://www.fides.org/en/news/70200->

[AFRICA SOUTH SUDAN Escalation of violence by young rebels despite appeals for peace](http://www.fides.org/en/news/70200-)

Pibor (Agenzia Fides) - Approximately 1,736 homes have been attacked, of which about 700 have ended up reduced to ashes, nearly 44,962 head of cattle looted, 112 women and 84 children kidnapped, 128 men and 28 women killed and 51 injured. This is the outcome of the escalation of violence recorded in the town of Pibor, in the Sudanese state of Boma. The news reached Agenzia Fides from local sources reports that the clashes that began on 10 May seem to be gradually settling down, but the toll is heavy. "The details were given to us by the executive director along with some young people involved in the fighting based on their witness accounts", said Joshua Konyi, chief executive of the Greater Pibor Administrative Area (GPAA). "After the bloody clashes recorded in the last ten days, the situation is now calming down - says Konyi. A group of armed young people from Greater Jonglei attacked our area despite a series of appeals and peace meetings promoted in the past". Konyi said he was surprised by the attack. "Gumuruk is the only county that has been affected by these clashes. Our local youth managed to force Gawaar youth to return to their area. In March we had organized a peace conference in Juba and another in Pieri after which we agreed on an exchange of kidnapped children between the two communities. What is surprising now is that despite having no borders with Gawaar Nuer, they have come here to attack our people". (AP) (Agenzia Fides, 27/5/2021)

SUDAN:

Ethiopia’s reported filling of Nile dam heats up tensions with Egypt, Sudan

<https://www.al-monitor.com/originals/2021/05/ethiopias-reported-filling-nile-dam-heats-tensions-egypt-sudan>

May 28,2021

Cairo is ramping up pressure on Addis Ababa again in tandem with Khartoum's forces.

Egypt and Sudan held joint military drills in Sudan this week amid reports that Ethiopia had begun a second filling of its controversial Nile dam.

Egyptian ground, naval and air forces, including special forces and paratroopers, participated in the Guardians of the Nile exercise, which kicked off Thursday, an Egyptian military spokesman said.

Sudanese media announced the exercise last week, saying that Egyptian soldiers had arrived at Khartoum Air Base and others were expected to arrive by ship. The exercise is expected to continue through the weekend, and is aimed at strengthening ties and “unifying methods to deal with threats

that both countries expectedly face,” according to Sudan’s state-run SUNA news agency. The two countries previously combined forces for training drills in April. Those exercises took place after negotiations aimed at easing tensions with Addis Ababa fell through in Kinshasa. Cairo and Khartoum first began joint military exercises in November in response to what they perceive as a refusal by Ethiopian Prime Minister Ahmed Abiy’s government to commit to written guarantees on the dam’s usage.

Egypt in particular fears the Grand Ethiopian Renaissance Dam could severely reduce its access to Nile water, potentially threatening the livelihoods — and lives — of millions of people. Egypt already recycles more fresh water than any other country in Africa to support its agriculture and 100 million people.

Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi issued a hedged warning following the collapse of the Kinshasa talks in April, saying, "I tell our Ethiopian brothers: 'We should not reach the level that you mess with a water drop in Egypt, because all options are open.'"

“Cooperation between each other and building together is much better than when we disagree and struggle,” Sisi added at the time.

Egypt has been building defense and intelligence ties with east African countries as more than a decade of talks with Ethiopia over the dam continue to falter. A military delegation from Cairo signed a defense agreement with officials in Kenya on Wednesday, following agreements with Burundi and Uganda earlier this year.

The US special envoy for the Horn of Africa region, Ambassador Jeffrey Feltman, is returning to the region amid broader tensions that threaten to destabilize the area, the State Department said Wednesday.

Ethiopia’s border dispute with Sudan, and concerns over Addis Ababa’s continued violence in the Tigray region, have US officials concerned that a regional conflict could result, though there is some skepticism in Washington as to Egypt’s desire to engage in conflict over the dam.

ERITHREE:

U.S. warns of further action against Ethiopia, Eritrea over Tigray

<https://www.reuters.com/world/africa/us-warns-further-action-against-ethiopia-eritrea-over-tigray-2021-05-27/>

Daphne Psaledakis Patricia Zengerle

A senior U.S. State Department official warned on Thursday that Ethiopia and Eritrea should anticipate further actions from the United States if those stoking the conflict in Ethiopia's Tigray region fail to reverse course.

Thousands have been killed and about 2 million people forced from their homes in Tigray after conflict erupted between the Tigray People's Liberation Front and the Ethiopian military in November. Troops from the neighboring Amhara region and the nation of Eritrea entered the war to support the government.

The State Department's Acting Assistant Secretary for the Bureau of African Affairs Robert Godec told the Senate Foreign Relations Committee that the security situation in Tigray has worsened in recent weeks, adding all armed parties have committed atrocities.

Eritrea's information minister, Yemane Gebremeskel, and Ethiopian foreign ministry spokesman Dina Mufti did not respond to calls and messages requesting comment.

The Ethiopian government has previously said that the conflict in Tigray is an internal affair; last week it announced that more than 50 soldiers were on trial for rape or killing civilians, although the records are not public. Eritrea has denied any allegations its troops have been involved in atrocities. Both Ethiopia and Eritrea spent months denying the presence of Eritrean troops in Tigray, before

announcing two months ago the Eritreans would pull out. On Monday night, both militaries carried out a joint raid on camps for displaced families in the town of Shire, witnesses said. The incident prompted condemnation from the United Nations over the "arbitrary arrests, beatings and other forms of ill-treatment". read more

"Should those stoking the conflict fail to reverse course, Ethiopia and Eritrea should anticipate further actions. It cannot be 'business-as-usual' in the face of the violence and atrocities in Tigray," Godec said.

On Sunday, the United States imposed restrictions on economic and security assistance to Ethiopia over alleged human rights abuses during the conflict in Tigray, and said it will bar current or former Ethiopian or Eritrean government officials it deems responsible for the crisis. Eritrea already faces broad restrictions. read more

Godec said that the United States is looking at a range of other sanctions, including under the Global Magnitsky Act and others targeted at individuals or institutions.

Godec said that while the ethnic conflict in Tigray is the worst in Ethiopia, it is only one, citing attacks on ethnic Amharans, Gumuz and Oromo, as well as other violence.

"The government's response of mass arrests, media restrictions, human rights violations, and declining political space is fueling inter-communal rivalry and imperiling the national elections now scheduled for June 21," Godec said.

ETHIOPIE:

Global consortium wins Ethiopia's telecom license for \$850M

Move will create jobs for 1.5M citizens, activate over \$8B domestic investment

Addis Getachew |22.05.2021 <https://www.aa.com.tr/en/africa/global-consortium-wins-ethiopia-telecom-license-for-850m/2251286>

ADDIS ABABA, Ethiopia

The Ethiopian government on Saturday awarded a telecom service license to the Global Partnership for Ethiopia, a consortium of telecom companies.

The consortium, which includes Vodafone, Vodacom, Safaricom, Sumitomo Corporation, and the CDC Group, won the bid offering \$850 million, two million dollars more than the second-highest bidder, the office of the prime minister said in a statement.

The move will create jobs for 1.5 million citizens and activate over \$8 billion in domestic investment, the statement said.

"Global Partnership for Ethiopia has been selected as having the potential to provide high-quality telecom services to the people of Ethiopia," it added

The country's Council of Ministers also unanimously decided to expedite tasks that would enable the issuance of the second telecom license through the Ethiopian Communication Authority.

In mid-2018, Ethiopia floated the partial privatization of the country's giant telecom through sale of two licenses for prospective international operators.

"The Council of Ministers has unanimously made a historic decision today allowing Ethiopian Communications Authority to grant a new nationwide telecom license to the Global Partnership for Ethiopia which offered the highest licensing fee and a very solid investment case," Prime Minister Abiy Ahmed said on Twitter.

"With over USD 8 billion total investment, this will be the single largest FDI [foreign direct investment] into Ethiopia to date. Our desire to take Ethiopia fully digital is on track. I would like to thank all that have taken part in this and for pulling off a very transparent and effective process!" Abiy added.

SOMALIE:

Somalie : les élections nationales auront lieu dans deux mois

<https://fr.africanews.com/2021/05/27/somalie-les-elections-nationales-auront-lieu-dans-deux-mois/>

By Laetitia Lago Dregnounou and Agences

Après des mois d'attente et de désaccords, les élections nationales auront lieu dans deux mois en Somalie. Il s'agira premièrement pour les clans de désigner des députés qui à leur tour éliront le futur président de la somalie.

Un forum consultatif national a réuni la semaine dernière les dirigeants politiques qui sont finalement parvenus à un consensus sur la tenue des élections dans un délai de 60 jours sans donner les dates exactes du scrutin laissant la charge au comité de l'organisation des élections.

Je suis engagé à superviser de manière juste le processus pour des élections justes et inclusives et j'appelle les parties à pardonner et à ouvrir leur cœur à l'autre avait laissé entendre le Premier ministre, Mohammed Hussein.

La Somalie a vécu ses dernières semaines plusieurs rebondissements, d'abord la prolongation pour deux années supplémentaires mandat du présidentiel Abdullahi Farmajo, avant que le Parlement fasse volte-face. Le Premier ministre Mohamed Hussein Roble a ensuite été désigné responsable de l'organisation des élections. Les élections censées se tenir le 8 février dernier ont maintes fois été reportées faute d'accord entre les différents partis politiques.

Le gouvernement et les cinq Etats semi-autonomes du pays avaient conclu le 17 septembre un accord prévoyant l'organisation d'élections avant la fin du mandat de Farmajo selon ce système indirect. Mais le processus n'avait pas abouti, le gouvernement fédéral et les dirigeants des Etats du Puntland et du Jubaland ne parvenant pas à s'entendre sur l'organisation du scrutin.

AFRIQUE DU SUD

MADAGASCAR:

Madagascar : sécheresse, famine et dahalo dévastent le Sud humanitaire

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/madagascar-secheresse-famine-et-dahalo-devastent-le-sud-1019875.html>

Le Sud de Madagascar se meurt. La sécheresse, qui dure depuis deux ans, est à l'origine de la famine qui frappe des milliers de villageois. Les vivres tardent parfois à arriver. Les dahalo volent les zébus et n'hésitent pas à faire main basse sur les dons de nourriture des ONG.

Fabrice Floch • Publié le 28 mai 2021 à 12h24, mis à jour le 28 mai 2021 à 12h58

Le Sud de Madagascar fait face tous les ans à la sécheresse, à la famine, aux cyclones, qui dévastent tout, ravinent les sols et ne rechargent pas les nappes phréatiques, mais aussi aux dahalo. Ces bandes armées spécialisées dans le vol des zébus sont très bien organisées. Il y a deux siècles, seul le bétail les intéressait. Au fil des décennies et du développement du pays, ils ont transformé, cette "tradition" en mode de vie. Ces groupes de bandits ne possèdent rien, sont insaisissables et s'installent ici ou là en fonction des cibles.

Le gouvernement a décidé de combattre ce fléau, mais la tâche s'annonce compliquée. Ils sont nombreux, mobiles et connaissent parfaitement le terrain. Ils peuvent se fondre dans la population et cesser leurs activités criminelles le temps que les forces de l'ordre se lassent. Pourtant, l'enjeu est de taille. Il en va de la survie des villageois qui meurent de faim, précise Midi-Madagaskara. Dans le Sud on ne compte plus le nombre de village qui n'ont pas un grain de riz à partager.

Des vivres et des vêtements

Les Organisations non-Gouvernementales viennent en aide, en urgence, aux 1 500 sinistrés des trois villages incendiés par les dahalo dans la nuit de samedi à dimanche, dernier. Les ONG ont envoyé 170 sacs de riz, des vêtements, de l'huile. Ces vivres sont acheminés sous la protection des gendarmes. Ces convois ont déjà été pris pour cible. Des bandes barrent les routes pour intercepter les véhicules et dépouiller leurs occupants. L'exécutif a annoncé la création de brigades routières spécialisées pour lutter contre cette délinquance de plus en plus répandue.

Un peu plus au Sud, les opérations humanitaires se multiplient.(...)

SOUTH AFRICA:

South Africa starts jabs for elderly as virus surge looms

<https://www.piquenewsmagazine.com/coronavirus-covid-19-national-news/south-africa-starts-jabs-for-elderly-as-virus-surge-looms-3818098>

May 28, 2021

ORANGE FARM, South Africa (AP) — Spry and gray-haired, many dressed in their Sunday best or colorful African prints — and all sporting masks — dozens of South Africans aged 60 and over gathered at a government health clinic outside Johannesburg to get their COVID-19 shots.

Some looked at vaccine notifications on their mobile phones, others clutched pieces of paper, as the line moved along at a good pace. Eight at a time, they were ushered into a tent where they took seats distanced from each other.

“You are about to receive a vaccine to protect against COVID-19. It is the Pfizer vaccine and it requires two doses,” said a nurse, speaking the Zulu language to the group at the Orange Farm

township clinic, about 30 miles (45 kilometers) south of Johannesburg. She described what they should do about possible side effects.

"Amen," she said in closing, and the vaccine recipients murmured the same response, as if in church.

South Africa is in a race against time to vaccinate as many people as possible amid signs the virus may be surging again with the approach of winter in the Southern Hemisphere, when people spend more time indoors, typically allowing for more spread of disease. It is also a critical front in the fight against the virus in Africa, with South Africa recording 40% of the continent's COVID-19 deaths.

Since January, South Africa has vaccinated nearly 500,000 of its 1.2 million health care workers and now is adding its older citizens to the campaign. In the past two weeks nearly 200,000 have received the Pfizer jabs with instructions to come back in six weeks to get their second dose.

"I am getting the vaccine because I want to be alive," 76-year-old Elizabeth Mokwena said. "I know it's the best thing for me to do against this COVID."

After a plateau of the disease that lasted a few months, South Africa's new cases, hospitalizations and deaths are trending up. The seven-day rolling average of daily new cases has risen over the past two weeks from 3.33 per 100,000 people on May 12 to 3.97 per 100,000 on Wednesday, according to Johns Hopkins University. The seven-day rolling average of deaths is also on the rise: from 0.10 deaths per 100,000 people to 0.11 per 100,000 over the same period.

The increase may seem small, but experts warn it may be the start of a resurgence as the country enters the colder winter months, which start in June.(...)

MOZAMBIQUE:

Sommet des dirigeants d'Afrique australe sur la menace jihadiste au Mozambique

26 mai 2021 AFP <https://www.voafrique.com/a/sommet-des-dirigeants-d-afrique-australe-sur-la-menace-jihadiste-au-mozambique/5905557.html>

Les représentants des pays d'Afrique australe se réuniront jeudi à Maputo lors d'un sommet extraordinaire pour discuter des violences dans le nord du Mozambique, en proie à des attaques jihadistes depuis fin 2017, a indiqué mercredi la présidence sud-africaine.

Outre l'Afrique du sud, le Mozambique, le Malawi, la Tanzanie, le Botswana et le Zimbabwe seront présents au sommet extraordinaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à Maputo.

Les dirigeants doivent notamment discuter de l'éventuel déploiement de 3.000 hommes. Le Portugal et les Etats-Unis ont déjà envoyé des militaires au Mozambique pour des missions de formation.

Des enfants regardent un spectacle de marionnettes qui vise à guérir les enfants déplacés qui ont été témoins d'atrocités dans le nord du Mozambique, dans un camp de déplacés à Metuge le 21 mai 2021.

Jusqu'à présent le président mozambicain, Filipe Nyusi, s'est montré réticent à toute aide étrangère, insistant sur la souveraineté du pays, indépendant depuis 1975.

Des groupes connus localement sous le nom d'"Al-Shabab" ("les jeunes" en arabe) sèment la terreur depuis plus de trois ans dans la province pauvre et à majorité musulmane du Cabo Delgado, proche de la Tanzanie. Pratiquant une violence spectaculaire, incendiant les villages et décapitant des hommes, leurs attaques sont montées en puissance depuis un an.

Le 24 mars, une attaque surprise d'ampleur contre la ville portuaire de Palma, située à seulement quelque kilomètres d'un méga projet gazier, a fait des dizaines de morts.

Les violences dans cette région stratégique car riche en gaz naturel, ont déjà tué 2.800 personnes et en ont forcé 700.000 à fuir, selon les ONG et l'ONU.

BOTSWANA:

Botswana : Tlou veut ajouter une exploitation d'hydrogène à son projet CBM-to-power

28 mai 2021 13:44 <https://www.agenceecofin.com/electricite/2805-88623-botswana-tlou-veut-ajouter-une-exploitation-d-hydrogene-a-son-projet-cbm-to-power>

(Agence Ecofin) - Au Botswana, les autorités veulent réduire la dépendance du pays au charbon. Elles encouragent ainsi les entreprises désireuses d'innover et d'apporter des solutions peu émettrices de carbone.

Au Botswana, le développeur de projets de méthane de houille Tlou Energy a annoncé son intention d'ajouter une exploitation d'hydrogène à son projet de production d'électricité à partir du méthane. Pour y arriver, il élabore actuellement une stratégie qui sera proposée aux autorités compétentes pour autorisation.

La société qui est l'un des leaders sur le marché africain du méthane de houille veut ainsi s'offrir une position stratégique dans l'économie de l'hydrogène qui se développe rapidement et qui pourrait ouvrir de multiples opportunités commerciales.

Ce nouveau développement n'entrave en rien le processus actuel de levée de fonds pour la phase initiale du projet de conversion du gaz en électricité de Lesedi. Cette phase comprend la construction de lignes de transmission et de sous-stations pour une capacité électrique de 10 MW.

« Tlou est bien positionné pour produire de l'hydrogène à partir de différentes méthodes. La société dispose de ressources importantes et éprouvées pour développer ce produit. De l'eau facilement disponible, de l'oxygène, du méthane de houille et de l'énergie solaire pratiquement illimitée pour alimenter le processus. », indique un communiqué de la société.

Une stratégie basée sur l'hydrogène impliquera de nombreuses autorisations comme les licences environnementales de production de gaz et d'énergie solaire, l'accès aux terres et l'expertise opérationnelle établie dans le pays. En cas de succès, le projet devrait prendre quelques années pour devenir opérationnel, à moins que cette stratégie ne soit développée selon le modèle fast-track. Tlou Energy est une société cotée sur les marchés ASX, AIM et BSE.

Olivier de Souza

NAMIBIA:

Berlin acknowledges 'genocide' in Namibia

May 28, 2021 <https://www.laprensalatina.com/berlin-acknowledges-genocide-in-namibia/>

Berlin, May 28 (EFE).- Germany on Friday officially recognized the massacre of tens of thousands of members of the Herero and Nama ethnic groups during its colonial-era occupation of modern-day Namibia as a "genocide" for the first time.

The declaration comes after five years of negotiations, and was accompanied by an announcement of a financial support package to help the affected communities worth 1.1 billion euros.

German foreign minister Heiko Maas called the agreement a "great success".

"I am pleased and grateful that it has been possible to reach an understanding with Namibia on the darkest chapter of our common history," Maas said in a statement.

The aim of the negotiations, the minister explained, was to find a "common path" towards a "true reconciliation in the memory of the victims" as bilateral relations between the two countries had been burdened "for a long time" by the issue.

"In light of Germany's historical and moral responsibility, we will apologize to Namibia and the descendants of the victims," the foreign minister added.

Maas pointed out that the “acknowledgement of guilt” and the “request for forgiveness” is an “important step”, although he said he was aware that true reconciliation “cannot be decreed”, just as the matter cannot be closed as a result of this agreement.

Reviewing the crimes committed in this way will nevertheless contribute to building the future together, he said.

As a “gesture of recognition” for the “incalculable pain” caused by the German imperial army, the foreign minister argued, Germany has launched a “substantial program” of 1.1 billion euros “for reconstruction and to support economic development” in the African country.

The representatives of the Herero and Nama, who were in close contact with the Namibian negotiator (but did not participate directly in the talks), demanded individual compensation, which Berlin refused from the outset. This was the main stumbling block to any agreement.

ZIMBABWE:

La République démocratique du Congo attire les investisseurs du Zimbabwe

27/05/2021

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20210526-la-r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-congo-attire-les-investisseurs-du-zimbabwe>

Denise Maheho

Une trentaine d’hommes d’affaires zimbabwéens se disent prêts à investir en République Démocratique du Congo, attirés par le marché intérieur de ce pays de plus de 80 millions d’habitants. Le patronat congolais accueille cette initiative, mais insiste sur la création des industries en RDC, afin de réduire la dépendance du pays de l’extérieur et ainsi promouvoir le développement local.

De notre correspondante à Lubumbashi,

Après la période de récession d’avant 2020, le Zimbabwe connaît peu à peu une reprise économique grâce aux réformes engagées par le gouvernement, a déclaré Jonane Tomana, ambassadeur du Zimbabwe en RDC. Une opportunité que saisissent les hommes d’affaires zimbabwéens pour prétendre investir en RDC.

« Une première entreprise qui va s’installer ici va s’occuper de l’emballage et la distribution du sucre en RDC. Puis on aura d’autres entreprises de distribution des produits fabriqués au Zimbabwe », déclare Allan Majuru, directeur de la chambre de commerce du Zimbabwe, Zimtrade. « Voilà pourquoi on est là. Nous pensons réaliser des progrès par notre présence sur le marché congolais. »

Un forum économique pour échanger entre hommes d’affaires du Zimbabwe et de RDC

Justement à Lubumbashi, un forum économique a été organisé du 18 au 20 mai pour permettre des échanges entre hommes d’affaires zimbabwéens et congolais.

David Kassy est responsable de l’entreprise Kiosque des sacs, basée à Lubumbashi. Avec un chiffre d’affaires annuel de près de 10 000 dollars, ce jeune entrepreneur produit des sacs biodégradables.

« C’est bon de s’ouvrir aux autres et apprendre de leur expérience, également apprendre de leurs techniques qui sont plus avancées que les nôtres. Pour le moment, nous ne fabriquons que les sacs alimentaires et d’autres sacs de marchés », dit-il.

Investir dans le secteur industriel congolais

La RDC offre d’énormes potentialités d’investissement dans tous les domaines, rappelle la chambre de commerce à Lubumbashi, notamment dans le secteur de l’industrie, aujourd’hui en crise. En 60 ans, le nombre de sociétés industrielles est passé de 9 600 à 561 soit une réduction de plus de 80 %, selon la Banque centrale du Congo.

Pour Eric Monga, responsable du patronat congolais à Lubumbashi, les investissements zimbabwéens devraient être plus orientés vers le secteur industriel au lieu de la distribution, avec la participation des Congolais. « Il est très important que les deux parties investissent ensemble pour

faire revivre cette industrie. Et pour cela il faut qu'il y ait l'appui des banques. Et si nous n'avons pas la technologie et que nous pouvons ouvrir les capitaux pour que les Zimbabwéens viennent et que nous puissions investir ensemble, c'est une très bonne coopération pour nous », espère-t-il. La chambre de commerce zimbabwéenne prévoit une autre rencontre avec le patronat congolais, cette fois à Kinshasa au mois d'août prochain.

ZAMBIA:

Zambia among top 10 African countries with high COVID-19 daily cases in past week

By XINHUA <https://africa.cgtn.com/2021/05/28/zambia-among-top-10-african-countries-with-high-covid-19-daily-cases-in-past-week/>

Zambia has become one of the top ten countries in Africa with the highest number of daily new cases reported in the past week, a government official said on Friday.

"It is clear that as a country we should brace ourselves for a possible third wave. This evolution of the COVID-19 situation in our country calls for concerted efforts of all players across the inner fabric of our society," Kennedy Malama, Permanent Secretary in the Ministry of Health for Technical Services, said in a release.

He said there was a need to draw lessons from other countries, adding that the past 24 months have shown that the country was capable of mounting an effective response if there was concerted efforts from all stakeholders.

According to him, the super spreader events have continued to be a source of concern to the COVID-19 multisectoral response and urged all those intending to hold social gatherings to postpone the events but instead use virtual platforms.

He added that the country's health system remains weak and would not manage a surge in severe cases in hospitals requiring critical and emergency care.

In the last 24 hours, the country recorded 483 new cases out of 6,392 tests done. This brings the cumulative cases to 94,430 while 122 patients were discharged bringing the total recoveries to 91,443.

The country did not record any death during the same period with the current total deaths standing at 1,275.

MALAWI:

AFRIQUE/MALAWI - Catholic Girls Arise : des filles du diocèse de Mangochi engagées à vivre la charité chrétienne

<http://www.fides.org/fr/news/70183->

[AFRIQUE MALAWI Catholic Girls Arise des filles du diocese de Mangochi engagees a vivre la charite chretienne](#)

mardi, 25 mai 2021

Mangochi (Agence Fides) - Un groupe d'environ 200 personnes provenant de tout le Malawi a choisi de vivre sa vie en se projetant vers les autres, en réponse à la foi catholique et orientée pour changer le monde. Il s'agit des Catholic Girls Arise, un groupe de jeunes filles né en novembre 2020 après une conférence en ligne via WhattsApp organisée par l'aumônerie diocésaine des jeunes de Mangochi.

Grâce à leur engagement en faveur des handicapés physiques de la paroisse d'Ulongwe, dans le diocèse de Mangochi, les filles ont pu livrer des chaises roulantes, des couvertures, du savon et des

produits alimentaires aux personnes les plus démunies. "J'ai été agréablement impressionné par la générosité des filles qui ont contribué à ce projet, montrant leur amour par une action simple qui change la vie de tant de personnes", a déclaré le père Chris Sichinga, aumônier du groupe, en félicitant les membres de Catholic Girls Arise pour avoir mis leur foi en action. "C'est un signe qu'ils réussissent à vivre ce que l'Église catholique enseigne".

Sœur Theresa Mulenga, l'un des membres du groupe qui a un rôle consultatif, a déclaré qu'elle était satisfaite d'avoir pu aider les autres avec les petites choses disponibles. "Nous avons trouvé les fonds pour ce travail de charité au niveau local grâce aux petites contributions des membres du groupe et d'autres sympathisants", écrit Sœur Mulenga dans la note envoyée à l'Agence Fides. "Lorsque Dieu nous bénit avec des biens matériels, il est essentiel de le remercier en partageant avec ceux qui ont moins de chance."

Les remerciements n'ont pas manqué de la part des tuteurs des bénéficiaires qui ont exprimé leur joie et leur sincère gratitude aux membres de Catholic Girls Arise pour leur volonté de partager le peu qu'ils ont avec leurs frères dans le besoin.

(AP) (25/5/2021 Agence Fides)

ANGOLA:

Angola/RCA : vers un renforcement de la coopération bilatérale

Nadia Chahed |27.05.2021 <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/angola-rca-vers-un-renforcement-de-la-coop%C3%A9ration-bilat%C3%A9rale/2255481>

Bangui

AA/Peter Kum

Les autorités angolaises et centrafricaines ont exprimé mercredi leur volonté de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays.

Cette volonté a été exprimé lors d'une séance de travail qui a réuni mercredi à Luanda le président angolais Joao Lourenco et son homologue centrafricain Archange Faustin Touadéra.

Les deux chefs d'Etat ont notamment discuté "des différentes perspectives de développement profitables aux deux pays, à même de redynamiser et de renforcer les relations diplomatiques entre l'Angola et la République Centrafricaine", a annoncé la présidence centrafricaine sur son site.

Les autorités angolaises et centrafricaines ont fait le tour d'horizon des "nombreux accords de coopération signés entre les deux pays, et ont décidé de les redynamiser selon le contexte actuel".

Le désenclavement aérien de la RCA et la desserte de Bangui par la compagnie nationale aérienne angolaise a été cité en exemple pour illustrer cette volonté du renforcement de la coopération entre la RCA et l'Angola.

D'après la présidence centrafricaine, les deux parties vont désigner dans un bref délai des experts qui se pencheront sur ces nouvelles perspectives qui vont permettre à la RCA et à l'Angola de consolider leur relation diplomatique.

En octobre 2016, les deux pays avaient signé à Luanda, deux nouveaux accords dans le but de renforcer leur coopération dans plusieurs domaines, parmi lesquels la réorganisation et le renforcement des FACA (Forces armées centrafricaines).

Depuis la dernière présidentielle, la RCA a connu un regain de violence d'une vaste ampleur causant la mort de plusieurs civils et des déplacements massifs de la population.

Lors du sommet des pays des Grands Lacs tenu en avril dernier en Angola, le président Touadéra a appelé les autorités angolaises à militer en faveur de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Centrafrique.

CABO VERDE/CAP VERT:

Cabo Verde: Transition to digital terrestrial TV complete with 98 pct coverage – PM

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-transition-to-digital-terrestrial-tv-complete-with-98-pct-coverage-pm/>

May 26, 2021

By LUSA

In Cabo Verde, the transition to Digital Terrestrial Television (TDT) is now complete, with a coverage rate of 98% across the archipelago and the switching off of the analogue signal, the prime minister, Ulisses Correia e Silva, has announced.

The head of government on Tuesday visited Cabo Verde Broadcast (CVB), the public company that installed and manages the DTT network in the country, to mark the switch-off of the analogue signal, saying afterwards that it had been possible to “democratise access” to digital television in the country.

“The transition from analogue to digital signal concluded today,” he said at the end of his visit. “This means that we have all the conditions for people to have a much closer understanding of the importance of digital, because they now have access, and access with greater quality. It opens perspectives for companies that want to enter the world of television, produce content, they no longer have to make investments in infrastructures, they have a platform that provides this service.” The TDT network in Cabo Verde offers eight television channels and six radio stations, with the most recent addition being TV Educativa, managed by the Ministry of Education as a support platform for remote learning, due to the constraints imposed during the Covid-19 pandemic on the functioning of schools and face-to-face classes.

Cabo Verde is among the five most advanced countries in the Economic Community of West African States (ECOWAS) in terms of DTT implementation, according to the International Telecommunications Union (ITU).

CVB in February announced that it had put an extra 30,000 decoders on the market “to be sold at an equal and more accessible price to the population” to ensure the transition from the analogue network by May. The equipment – which allows the reception of digital signal in analogue television sets – is being sold through branches of Cabo Verde’s post office, the CCV, in the country’s 22 municipalities, as foreseen in a protocol to be signed by the two companies’ boards on Thursday.

“The provision of an additional 30,000 decoders in Cape Verde will also make up for the lack of equipment on the market which, consequently, could compromise the entire process of switching off” the analogue network, CVB added at the time.

GUINEE-BISSAU:

14 killed in Guinea-Bissau road accident

Speeding transport truck lost control and crashed into homes, killing 13 villagers and the driver.

<https://www.aljazeera.com/news/2021/5/24/more-than-dozen-killed-in-guinea-bissau-road-accident>

24 May 2021

Fourteen people have died in southern Guinea-Bissau after a cargo truck crashed into village homes, according to police.

The driver was speeding around a bend when he lost control and careered into the small village of Cambesse, 180km (120 miles) south of the capital Bissau.

Thirteen people were killed when the truck ploughed through several houses in the early hours of Sunday, said a police officer who declined to be named. The driver was also killed.

A hospital worker in Bissau confirmed the death toll.

Guinea-Bissau is an impoverished former Portuguese colony of about two million people, where the state of roads is poor and accidents are frequent.

The road south of the capital is often busy during the spring harvest of cashew nuts, the country's main export.

SOURCE: AFP

AFRIQUE DU NORD

ALGERIE:

HIRAK - En Algérie, un documentaire produit par l'armée diabolise opposants et journalistes
Le reportage, diffusé mi-mai, dénonce des tentatives de déstabilisation menées « via les médias par des puissances étrangères », dont la France.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/28/en-algerie-un-documentaire-produit-par-l-armee-diabolise-opposants-et-journalistes_6081920_3212.html

Par Madjid Zerrouky, 28/05/2021

Il semble loin le temps où l'armée algérienne faisait mine de se tenir éloignée de la « politique ». Elle occupe désormais au grand jour les écrans de la télévision publique. Jusqu'à y diffuser un documentaire produit par ses soins pour y diaboliser ses opposants et les journalistes un peu trop critiques à son goût.

« Une guerre de quatrième génération, informationnelle, menée via les médias par des puissances étrangères dont le dessein est un retour du colonialisme et une nouvelle occupation du pays » : c'est le conflit qui, si l'on en croit les militaires, oppose l'Etat à ses « ennemis ». Soit l'opposition et les médias.

« Les graines de la destruction »

Intitulé Qui vise l'Algérie ? La vérité complète, le documentaire présente pendant 37 minutes le Hirak – le mouvement de protestation que connaît le pays depuis deux ans – comme un mouvement infiltré par des organisations terroristes. Les indépendantistes kabyles, la mouvance islamiste, les télévisions publiques françaises, la France, Israël et le Maroc sont cités pêle-mêle comme les instigateurs du complot.

Un ensemble de forces qui « s'agitent sous le couvert du Hirak pour planter les graines de la destruction », affirme le reportage, agrémenté d'une bande-son aux accords dramatiques et d'images de Palestine, de la guerre d'Algérie ou d'attentats.

En tombée de rideau de cette charge d'une violence inouïe, ponctuée par les avis de deux « experts » présentés comme chercheurs en sciences internationales – en fait le directeur de la chaîne Canal Algérie et un cadre du ministère de l'intérieur –, le générique est inédit. Diffusé sur la principale chaîne publique le 17 mai, Qui vise l'Algérie ? a été produit par la Société militaire de production audiovisuelle, un organisme du ministère de la défense, et entièrement réalisé par des officiers, de la prise de son au montage.

Pourquoi l'armée algérienne s'est-elle elle-même exposée, sans se réfugier derrière une production maison de médias gouvernementaux ? Le lendemain de la première diffusion, le Haut Conseil de sécurité algérien (HCS) classait les islamistes du mouvement Rachad et les indépendantismes du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) comme « organisations terroristes ».(...)

EGYPTE:

Egypt seeks long-term deal between Israel, Hamas

<https://www.al-monitor.com/originals/2021/05/egypt-seeks-long-term-deal-between-israel-hamas>

Egypt, which brokered last week's cease-fire that ended hostilities and between Israel and Hamas and also hosted Palestinian reconciliation talks earlier this year, hopes it can help put in place a long-term truce.

May 27, 2021

Egypt is working to broker an additional agreement between Israel and Hamas following the recent

fighting.

Israeli Foreign Minister Gabi Ashkenazi is expected to meet his Egyptian counterpart Sameh Shoukry in Cairo next week to discuss a long-term cease-fire between Israel and Gaza-based Hamas, the Israeli news outlet Haaretz reported Thursday.

An Egyptian intelligence official told The Associated Press on Thursday that Egypt is seeking a "long-term truce" between the two sides that could lead to direct Israel-Hamas talks and reconstruction efforts in Gaza.

Israel's public broadcaster Kan also reported Thursday that an Egyptian official will arrive in Israel next week to work on the Israeli-Palestinian talks.

Israel and Hamas ended their 11 days of fighting last week with an Egyptian-brokered cease-fire. More than 250 people died in the conflict, most of whom were Palestinians. Hamas launched rockets into several Israeli cities and Israel conducted airstrikes throughout the Gaza Strip during the ordeal, which began over tensions in Jerusalem.

Egypt is in a unique position to mediate between Israel and Palestinian groups. Egypt was the first Arab state to establish relations with Israel, having done so in 1979. Egypt also shares a land border with Gaza and maintains the blockade over the enclave with Israel. Egypt also hosted intra-Palestinian talks involving Hamas and the internationally recognized Palestinian Authority in February.

Haaretz also reported that Egypt's talks with Israel aim to bring about a future summit involving Egyptian, Israeli, Palestinian Authority, Hamas and American officials.

LIBYE:

Libye : près de 500 migrants interceptés par les garde-côtes en 24 heures

28/05/2021 <https://www.infomigrants.net/fr/post/32572/libye-pres-de-500-migrants-interceptes-par-les-garde-cotes-en-24-heures>

Plus de 300 migrants, partis de la ville de Zouara mercredi, ont été interceptés jeudi soir au large de la Libye par les garde-côtes, a annoncé l'Organisation internationale pour les migrations. La veille, 187 personnes avaient déjà été interceptées en mer. Tous ont été envoyés en détention.

Plus de 300 migrants ont été interceptés au large des côtes libyennes, à bord de plusieurs embarcations, jeudi 27 mai dans la soirée, a annoncé l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) vendredi.

Les migrants étaient partis la veille au soir sur trois bateaux pneumatiques et un bateau en bois de la ville de Zouara, dans l'ouest de la Libye, dans l'espoir d'atteindre les côtes européennes. Au total, 308 personnes, dont huit femmes et cinq enfants, étaient présentes sur ces embarcations. Plus d'une centaine était originaire du Soudan.

"Tous ont été envoyés en détention", a commenté Safa Msehli, porte-parole de l'OIM.

"Nous maintenons que le pays n'est pas un port sûr"

Jeudi, 187 migrants, en route eux aussi vers l'Europe, avaient déjà été interceptés par les garde-côtes libyens et ramenés en Libye, toujours selon une communication de l'OIM.

À leur retour sur le sol libyen, ces personnes ont reçu une aide d'urgence avant d'être emmenées en centres de détention, procédure classique lors d'interceptions de migrants en mer par les garde-côtes libyens.

"Nous maintenons que le pays n'est pas un port sûr et que la détention arbitraire des migrants doit cesser", a réagi l'organisation onusienne.

Malgré le danger de la traversée, les départs de migrants depuis les côtes libyennes se sont multipliés ces derniers mois. Dans un rapport publié mercredi, l'ONU a demandé à la Libye et l'Union européenne de réformer leurs opérations de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée. L'agence internationale estime que les pratiques actuelles privent les migrants de leurs droits et de

leur dignité, quand elles ne leur ôtent pas la vie.

En 2020, au moins 10 352 migrants ont été interceptés par les garde-côtes libyens et renvoyés en Libye. Arrivés dans ce pays, ils sont confrontés à une série de violations et d'abus graves des droits de l'Homme, a accusé l'ONU qui conclut que la Libye n'est pas un lieu sûr où débarquer les migrants.

MAROC:

Maroc : un nouveau modèle de développement pour une croissance inclusive

<http://www.mapexpress.ma/actualite/opinions-et-debats/nouveau-modele-developpement-croissance-globale-inclusive/>

La Commission spéciale mandatée par le roi Mohammed VI pour mener une réflexion et un débat sur le futur modèle de développement du Maroc vient de rendre sa copie. Un rapport qui dessine un projet ambitieux exigeant des mutations profondes dans les mentalités, les organisations, les processus, et les structures de création de valeur.

27 Mai 2021,

Un an et demi après sa mise en place, la Commission spéciale sur le modèle de développement mandatée par le roi Mohammed VI vient de présenter au souverain marocain un rapport dressant les contours d'un nouveau modèle qui définit « une ambition nationale et propose un chemin du changement crédible et réalisable ». « Le modèle de développement est conçu par des Marocains, avec les Marocains et pour les Marocains. Il résulte d'une interaction large avec plusieurs franges de la population sur leurs lieux de vie, notamment dans les territoires les plus reculés du pays. Ce modèle incarne une manière rénovée de concevoir le développement ; une manière plus participative qui associe tous les acteurs et démontre qu'un débat franc et responsable sur l'avenir du pays est possible avec les citoyens et les acteurs du développement et qu'il peut déboucher sur des propositions constructives et adaptées aux réalités du terrain », expliquent la trentaine de membres de la Commission installée en décembre 2019.

Accélérer la transformation économique

La Commission que préside l'ancien ministre de l'Intérieur Chakib Benmoussa recommande plusieurs choix stratégiques « pour enclencher une nouvelle dynamique de création de valeur, qui soit structurellement inclusive de tous les citoyens et de tous les territoires ». Sur au niveau de l'économie, la CSMD estime « fondamental d'accélérer » la transformation de cette dernière pour la rendre « dynamique, diversifiée et compétitive, créatrice de valeur ajoutée et d'emplois décents, et génératrice de ressources pour financer les besoins sociaux ». Pour concrétiser cette transformation, les membres de la Commission conseillent de mettre davantage l'accent sur « le renforcement de la capacité de résilience et d'adaptation de l'économie nationale autant aux chocs induits par la crise actuelle de la Covid-19 qu'à d'autres types de crises dont la fréquence et l'intensité pourraient s'accroître à l'avenir ». Ils citent également quelques préalables qui accéléreront cette transformation : libérer l'initiative privée et l'entrepreneuriat à travers un environnement des affaires transparent, sécurisant et prévisible ; améliorer la compétitivité du tissu productif en réduisant significativement les coûts des facteurs, notamment l'énergie et la logistique ; orienter l'investissement du secteur privé, grands groupes et PME, vers les secteurs porteurs et d'avenir et vers la montée en gamme des systèmes productifs ; valoriser l'économie sociale et l'ériger en pilier de développement et gisement de création d'emplois décents dans les territoires.

Le capital humain, première colonne dans le Maroc de demain

« Enrichir le capital humain et mieux le préparer pour l'avenir, pour un Maroc des compétences, est un impératif pour redémarrer l'ascenseur social et permettre au Royaume d'améliorer considérablement son classement mondial dans ces domaines, grâce à un ancrage fort à l'économie du savoir et de la connaissance ». Pour améliorer cet impératif, la Commission le changement doit

passer par deux cases : la santé et l'éducation. Pour ces deux secteurs-clés, la Commission préconise le renforcement substantiel de l'offre des services publics sur l'ensemble des territoires « et d'en assurer l'accès équitable, aux côtés d'un secteur privé, partenaire responsable et éthique ». La CSMD propose également de mettre l'accent sur « la qualité des services, telle que mesurée par les acquis des élèves, par le niveau de compétence des étudiants et leur employabilité et par une offre de soins qui rende effective la généralisation de la couverture santé ». Autre facteur d'amélioration, la valorisation des ressources humaines et le renforcement de leurs capacités, qu'il s'agisse des enseignants, des chercheurs, des médecins ou du personnel de santé.(...)

TUNISIE:

Ouverture des frontières Tunisie : des mesures assouplies à partir du 1er juin

A compter du 1er juin, la Tunisie allège ses restrictions sanitaires pour les voyageurs vaccinés ou immunisés contre le coronavirus.

CAMILLE MOREAU Publié le 28/05/2021

<https://www.geo.fr/voyage/ouverture-des-frontieres-tunisie-des-mesures-assouplies-a-partir-du-1er-juin-204932>

La Tunisie enregistrait en avril dernier un pic de contamination et plusieurs dizaines de décès, obligeant les autorités à mettre en place un confinement strict d'une semaine début mai, englobant ainsi l'Aïd al-Fitr, la fête musulmane célébrant la fin du ramadan.

Quarantaine, test PCR : ce qui change à partir du 1er juin pour aller en Tunisie

Moins d'un mois après ce confinement total, à l'approche de la saison estivale, le Président du gouvernement tunisien a annoncé dans un communiqué un assouplissement des restrictions sanitaires le 1er juin, date de l'ouverture progressive des frontières en Algérie.

Les voyageurs vaccinés ayant reçu deux doses et les personnes immunisées (c'est-à-dire ayant été contaminé par le Covid-19 depuis plus de 6 semaines et toujours protégés par les anticorps) pourront pénétrer sur le sol tunisien. Ils seront exemptés de quarantaine et n'auront pas l'obligation de présenter un test PCR négatif à l'embarquement à condition de présenter un certificat de vaccination ou d'immunité délivré par les autorités sanitaires.

La Tunisie fera donc partie de ces pays qui ouvriront leurs frontières sans restrictions aux voyageurs vaccinés cet été.

Les autres voyageurs de plus de 12 ans devront en revanche présenter un test PCR négatif de moins de 72 heures et s'engager à effectuer une semaine complète de confinement dans le lieu de leur choix. Des tests antigéniques aléatoires pourront également être réalisés par les autorités à l'arrivée en Tunisie.

Est-ce que je peux voyager en Tunisie ?

Les frontières extérieures à l'espace européen restent actuellement fermées, hors motifs impérieux. Une situation qui devrait évoluer dans les jours à venir. D'ici le 9 juin, date de mise en place du pass sanitaire en France, les Etats-membre de l'Union européenne, "doivent établir la liste des pays extra-européens dont les ressortissants pourront entrer librement dans l'espace européen", explique le magazine de tourisme TourMag.

Pour revenir sur le territoire français après un voyage à l'étranger, un test PCR négatif de moins de 72 heures est actuellement obligatoire. A noter que le prix du test PCR en Tunisie coûte en moyenne 60 euros.

AFRIQUE DE L'OUEST

CEDEAO:

La Cédéao suspend le Mali de ses instances -En réaction à la nouvelle crise politique.

Lassaad Ben Ahmed | 31.05.2021

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-c%C3%A9d%C3%A9ao-suspend-le-mali-de-ses-instances/2259013>

AA / Kané Illa | La Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) a suspendu, dimanche, le Mali de ses instances, en réaction à la nouvelle crise de que connaît ce pays. La décision été prise à l'issue d'un sommet extraordinaire de l'organisation sous-régionale convoqué dans la capitale ghanéenne Accra.

Dans le communiqué final publié à l'issue de leur rencontre, les chefs d'État et de gouvernement réunis à Accra ont condamné le "récent coup d'État, qui est une violation de décisions prises lors du sommet extraordinaire tenu à Peduase Lodge, Aburi, Ghana, le 15 décembre 2020 et une violation de la charte de transition", avant de décider "de suspendre le Mali des institutions de la Cédéao".

Les dirigeants ouest-africains ont, par ailleurs, demandé "la nomination immédiate d'un premier ministre civil" et la formation d'un "gouvernement inclusif" qui va "poursuivre le programme de transition".

Ils ont réaffirmé "la nécessité de respecter la période de transition de 18 mois décidée à Accra" et insisté que la date du 27 février 2022 "déjà annoncée pour l'élection présidentielle" soit "absolument maintenue".

Ils ont exhorté les partenaires internationaux, dont l'Union africaine, les Nations Unies et l'Union européenne "à continuer à soutenir le Mali dans la mise en œuvre réussie de la transition".

Le sommet extraordinaire de la Cédéao a été convoqué suite à la nouvelle crise politique qui a éclaté lundi dernier au Mali, quelques heures après la publication du nouveau gouvernement du premier ministre Moctar Ouane.

Accusés d'avoir violé la charte de la transition dans la composition de ce gouvernement, le président de transition Bah N'Daw et le Premier ministre ont été arrêtés par des militaires et conduit à la caserne militaire de Kati.

Dans une déclaration lue à la télévision publique malienne, le vice-président de transition Assimi Goïta annonce les avoir "déchargés de leurs prérogatives".

Bah N'Daw et Moctar Ouane annoncent finalement leur démission.

Dans un arrêt publié vendredi dernier, la Cour constitutionnelle malienne a constaté la vacance du poste de président de transition et a décidé que le vice-président Assimi Goïta assure désormais les fonctions de président de transition, chef de l'État.

Au lendemain du coup d'État du 18 août dernier contre le président Ibrahim Boubacar Keita, la Cédéao avait suspendu le Mali de ses instances et pris des sanctions économiques contre ce pays, notamment la suspension des transactions financières et un embargo sur certains produits.

Avec le respect des conditions posées, notamment la désignation d'un président et d'un premier ministre civils, les sanctions ont été graduellement levées.

Quelle position la Cédéao va-t-elle adopter face à la situation au Mali?

29/05/2021 par RFI <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210529-quelle-position-la-c%C3%A9d%C3%A9ao-va-t-elle-adopter-face-%C3%A0-la-situation-au-mali>

Face à la situation à Bamako, quelle position la Cédéao va-t-elle adopter ? On a appris, vendredi 28 mai, que les chefs d'État de la communauté ouest-africaine avaient rendez-vous dimanche à Accra pour un sommet dédié au dossier malien.

Dans les différentes chancelleries contactées au sein de la sous-région, on ne cache pas une

lassitude et un fort agacement face à la tournure des événements à Bamako. La transition malienne « tenait » sur un atelage civilo-militaire inconfortable, reconnaissent plusieurs ministres ouest-africains des Affaires étrangères, mais tous regrettent cette interruption sur la route devant mener le Mali à des élections.

Parler d'une seule voix

Le président en exercice de la Cédéao, le Ghanéen Nana Akuffo-Addo, a invité ses pairs, dimanche 30 mai à Accra, pour que la communauté régionale parle d'une seule voix face à une situation qui la met dans une position délicate. Imposer de nouvelles sanctions au Mali fragiliserait une économie déjà éprouvée par les précédentes mesures prises après le coup d'État d'août 2020, et par l'impact de la pandémie de Covid-19.

Un recul démocratique

Cependant, « nous ne pouvons pas renier nos principes », dit un ministre. La prise en main de la transition par les militaires au Tchad a déjà laissé un goût amer. « Nous ne voulons pas que ce genre de pratique prospère », dit un autre. Si le respect des institutions n'est pas défendu, c'est un recul démocratique.

NIGERIA:

Au Nigeria, une quarantaine de corps repêchés et plus de cent disparus après un naufrage sur le fleuve Niger

27/05/2021

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/27/au-nigeria-une-centaine-de-disparus-dans-un-naufage-sur-le-fleuve-niger_6081614_3212.html

Durant la saison des pluies, les chavirements de bateaux sont fréquents sur les fleuves et rivières du Nigeria, où les navires sont souvent surchargés et mal entretenus.

Les sauveteurs nigériens ont sorti, jeudi 27 mai, une quarantaine de corps du fleuve Niger, dans le nord-ouest du Nigeria, où un bateau a chaviré mercredi, avec à son bord plus de 180 passagers, dont la plupart sont portés disparus.

Les survivants et les autorités locales affirment que seuls 20 passagers ont été retrouvés vivants mercredi, lors des opérations de sauvetage, le nombre de morts pourrait donc s'élever à 160.

« Neuf corps de plus ont été repêchés, portant à 45 le nombre de corps retrouvés. Les recherches continuent », a déclaré mercredi Abubakar Shehu, un responsable local qui supervise les opérations depuis la rive du fleuve.

Ce bateau en bois et en mauvais état transportait plus du double de passagers autorisés, selon les autorités. Il s'est cassé en deux une heure après son départ d'une ville de l'Etat du Niger à destination de Wara, dans l'Etat de Kebbi.

Le navire transportait également une cargaison de sacs de sable extraits d'une mine d'or voisine, avait affirmé le responsable administratif du département de Ngaski, dans l'Etat de Kebbi, Abdullahi Buhari Wara.

« Epouvantable »

Mercredi soir, le président, Muhammadu Buhari, qualifiant cet accident d'« épouvantable », a présenté ses condoléances aux familles, sans donner dans son communiqué de bilan officiel de la catastrophe.

Durant la saison des pluies, les chavirements de bateaux sont fréquents sur les fleuves et rivières du Nigeria, où les navires sont souvent surchargés et mal entretenus. Ce dernier accident serait, cependant, l'un des plus meurtriers.

Au début de mai, dans l'Etat du Niger, un bateau surchargé avait chaviré. Trente personnes étaient mortes par noyade. Le navire, qui transportait une centaine de personnes, s'était brisé en deux après avoir heurté une souche pendant une tempête alors qu'il revenait d'un marché.

Le Monde avec AFP

GUINEE:

Guinée – Alpha vs Cellou : quand les lobbies américains entrent dans la danse

Par Thierno Souleymane Diallo -vendredi, 28 mai 2021

<https://www.guineenews.org/guinee-alpha-vs-cellou-quand-les-lobbies-americains-entrent-dans-la-danse/>

Si tous les coups ne sont pas permis dans le bras de fer entre pouvoir et opposition en Guinée, aucun moyen légal n'est négligé par l'un ou l'autre camp. C'est ce que font savoir nos confrères du site foreignlobby.com qui viennent de publier l'information sur les lobbies américains utilisés par Alpha Condé et des opposants guinéens dont certains membres de l'UFDG.

Dans un article, le site annonce qu'un colonel américain à la retraite a été embauché par Cellou Dalein Diallo « (...) pour faire pression en faveur de sanctions américaines contre le président Alpha Condé pour avoir prétendument truqué le vote » du 18 octobre 2020. Et d'ajouter que l'Agence « Ambessa Solutions de Virginie a été embauchée par la « communauté de la diaspora guinéenne » aux États-Unis pour le compte de Cellou Dalein Diallo, ancien Premier ministre et chef du principal parti de l'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) ». Précisant que « le contrat est de 15 000 \$ par mois pendant 12 mois, pour un total de 180 000 \$, et doit être facturé à la diaspora ».

Toujours à propos du contrat, notre source indique qu'il « a été conclu à la suite d'une réunion du 25 janvier entre le directeur général d'Ambessa, Richard Orth et Diallo, selon l'enregistrement de lobbying de la société en vertu de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (Foreign Agents Registration Act (FARA) ». Et que le document lierait « Cellou Dalein Diallo et Ahmadou Diallo (aucun lien), identifié comme un leader de la diaspora guinéenne aux États-Unis ».

Quant aux objectifs visés, il s'agit de « Plaider pour des sanctions contre « le président Condé et ses associés qui sont complices de violations des droits de l'homme [et] d'étouffement de la liberté d'expression contre l'opposition guinéenne ». Puis de « communiquer avec les principaux bureaux de la Maison Blanche, Joe Biden, le Département d'État et le Congrès pour sensibiliser le public aux irrégularités présumées des élections ».

Egalement « d'aider à déterminer "les gouvernements étrangers clés pour un engagement immédiat". Et enfin "coordonner les réunions avec d'autres organisations" sur la base de stratégies convenues d'un commun accord».

Et dans le contrat, il apparaît que « le président Alpha Condé a eu recours à la coercition, à l'intimidation et à d'autres activités de corruption pour modifier les résultats des élections et faire en sorte que la Commission électorale le déclare vainqueur », affirme le contrat de consultant d'Ambessa.(...)

COTE D'IVOIRE:

Côte d'Ivoire: la polémique enfle sur le «format» du retour de Laurent Gbagbo

Publié le : 28/05/2021 - 15:20

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210528-c%C3%B4te-d-ivoire-la-pol%C3%A9mique-enfle-sur-le-format-du-retour-de-laurent-gbagbo>

Laurent Gbagbo doit-il être accueilli triomphalement ou doit-il rentrer discrètement en Côte d'Ivoire ? Depuis vingt-quatre heures, et la publication par le site Africa Intelligence d'un article affirmant que l'ancien président rentrerait fin juin « en catimini », la question agite et prend un tour politique à Abidjan.

Avec notre correspondant à Abidjan, Pierre Pinto

Dès jeudi 27 mai 2021 au soir, à l'issue d'une réunion du RHDP, son directeur exécutif Adama Bictogo a formulé officiellement ce qui se disait à voix basse jusqu'à maintenant dans les rangs de la majorité et dans les cercles du pouvoir. À savoir que le parti comme les autorités sont contre un accueil populaire de Laurent Gbagbo à son retour.

« En 2003, lorsque le président Alassane Ouattara devait revenir en Côte d'Ivoire, il n'y a pas eu d'accueil populaire. Nous, nous avons voulu organiser un accueil populaire, on nous l'a interdit. D'ailleurs, le président Alassane Ouattara a souhaité, à l'époque, rentrer de façon sobre, parce que nous traversons une période difficile », a commenté Adama Bictogo. Et d'ajouter : « Il y a un contexte tendu. Je pense que le sens de la responsabilité commande aussi, à certains moments, que nous ne versions pas dans l'ostentatoire, que nous restions sereins, responsables jusqu'au bout. »

De son côté, le FPI-GOR s'est insurgé contre les informations sur un éventuel retour en catimini de l'ancien président Laurent Gbagbo. Dans un communiqué, le comité d'organisation du retour indique « que les autorités gouvernementales et les personnalités en charge de cette question continuent de discuter des conditions du retour, sans qu'il ait été évoqué, à aucun moment, le format de l'accueil du président Gbagbo. » Justin Koné Katinan, qui signe ce communiqué, assure encore de « l'engagement des parties en discussion sur un retour apaisé, sécurisé et joyeux du président Laurent Gbagbo. »

MALI:

Mali : un coup d'État dans le coup d'État ?

<https://theconversation.com/mali-un-coup-detat-dans-le-coup-detat-161594>

May 26, 2021 7.52pm BST - Le 24 mai 2021, dans l'après-midi, le président malien de la transition, Bah N'Daw, ainsi que son premier ministre Moctar Ouane, ont été interpellés par des éléments des forces armées maliennes, puis conduits au camp militaire Soundiata Keïta de Kati, ce fameux camp qui s'est toujours trouvé au cœur de tous les coups d'État au Mali.

Certains observateurs ont qualifié les faits de putsch, d'autres de simple discussion entre le couple exécutif et les membres de « l'ex »-Conseil national pour le salut du peuple (CNSP), officiellement dissout. Rappelons que le Mali vit une transition de 18 mois. Celle-ci a commencé avec le coup d'État du 18 août 2020 qui avait renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta. Des élections générales sont prévues début 2022, entre février et mars. La situation actuelle semble faire revenir le Mali au point de départ ; mais que s'est-il passé pour que nous en soyons là ?

Le président N'Daw face aux colonels

Le 14 mai 2021, le premier ministre Moctar Ouane avait remis la démission de son gouvernement au président Bah N'Daw, qui l'avait aussitôt reconduit à son poste, le chargeant d'entamer des discussions avec la classe politique, en vue de la formation du prochain gouvernement. Cette démarche avait été saluée car elle venait rétablir le dialogue qui s'était rompu entre les nouvelles autorités et la classe politique depuis le coup d'État du 18 août 2020.

Le premier élément qui permettrait d'emblée d'expliquer la situation actuelle est que la démission et la reconduction de M. Ouane ont été personnellement gérées par le président N'Daw, sans qu'il ne consulte et ne rende compte aux responsables de « l'ex »-CNSP, à savoir le colonel Assimi Goïta, vice-président de la transition ; le colonel Malick Diaw, président du Conseil national de transition (l'organe législatif) ; le colonel Sadio Camara, ministre de la Défense ; le colonel-major Ismaël Wagué, ministre de la Réconciliation ; et le colonel Modibo Koné, ministre de la Sécurité et de la Protection civile.

Washington suspend son aide aux Forces de sécurité et de défense maliennes - En réaction à la destitution du Président et du Premier ministre du Mali

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/washington-suspend-son-aide-aux-forces-de-s%c3%a9curit%c3%a9-et-de-d%c3%a9fense-maliennes/2255400>

Fatma Bendhaou | 26.05.2021 | Les États-Unis d'Amérique ont annoncé, mercredi, la suspension de leur aide aux Forces de sécurité et de défense maliennes, en réaction à la destitution du Président et du Premier ministre de la Transition au Mali.

"Nous suspendons actuellement l'assistance à la sécurité au profit des forces de sécurité et de défense maliennes que nous avons maintenues précédemment", a indiqué un communiqué du Département d'État américain, consulté par l'Agence Anadolu.

Les USA ont "fermement condamné les arrestations des dirigeants maliens" et prévenu qu'ils prendront "des mesures ciblées" contre les dirigeants politiques et militaires qui entravent la bonne marche de la transition. "Nous appuyons la déclaration conjointe de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, NDLR) et de l'Union africaine et nous travaillons en étroite collaboration avec le comité local du suivi de la transition et d'autres acteurs internationaux pour demander la libération immédiate et inconditionnelle des personnes détenues et la reprise de la transition menée par des civils", a ajouté le communiqué du département d'État.

Depuis lundi, le Mali est plongé dans une nouvelle crise politique. Le Président de la Transition Bah N'Daw, le Premier ministre Moctar Ouane et des personnalités civiles et militaires ont été arrêtés et conduits à la caserne militaire de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako. Dans une déclaration publiée mardi, dans laquelle il a annoncé leur destitution, le vice-président a accusé Bah N'Daw et Moctar Ouane d'avoir violé la charte de la transition en composant, sans l'y avoir associé, le nouveau gouvernement dont la liste a été publiée dimanche. Deux membres influents de l'ancienne junte militaire, n'ont pas été reconduits dans la nouvelle équipe gouvernementale. Il s'agit des ministres de la Défense et de la Sécurité.

Plusieurs organisations et pays accompagnant la transition politique malienne ont dénoncé un "coup de force" et exigé la libération "immédiate et inconditionnelle" des personnalités arrêtées.

Mercredi, plusieurs médias maliens et étrangers ont rapporté que Bah N'Daw et Moctar Ouane avaient annoncé leur démission et que le vice-président Assimi Goïta assurait désormais les fonctions de nouveau président du Mali. Une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU est convoquée ce mercredi pour se pencher sur la situation au Mali.

Le Mali a engagé une transition politique en août dernier, suite à un coup d'État militaire ayant renversé le régime de l'ancien Président Ibrahim Boubacar Keïta. Ce dernier avait été arrêté et conduit à la garnison de Kati d'où il a annoncé sa démission et celle de son gouvernement à travers une déclaration retransmise en temps réel par la télévision publique malienne.

France : Macron menace de retirer les troupes françaises au Mali - 5100 soldats français sont présents au Sahel, entre autres, au Mali.

Lassaad Ben Ahmed | 30.05.2021

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/france-macron-menace-de-retirer-les-troupes-francaises-au-mali/2258504>

AA / Nice / Feïza Ben Mohamed | Le président français Emmanuel Macron envisage un retrait de ses troupes au Mali, dans l'hypothèse où le pays glisserait dans ce qu'il qualifie « d'islamisme radical », a-t-il expliqué dans un entretien donné au cours de son voyage en Afrique du Sud et paru ce dimanche dans le JDD.

« Au président malien, Bah N'Daw, qui était très rigoureux sur l'étanchéité entre le pouvoir et les djihadistes, j'avais dit : L'islamisme radical au Mali avec nos soldats sur place ? Jamais de la vie ! Il y a aujourd'hui cette tentation au Mali. Mais si cela va dans ce sens, je me retirerai », a prévenu le chef de l'Etat dans les colonnes de l'hebdomadaire.

Il rappelle, par ailleurs, avoir « toujours pensé à la sortie » des troupes de l'opération Barkhane au sein desquelles sont mobilisées 5 100 soldats français et martèle qu'il « ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition ».

Emmanuel Macron souligne par la même occasion avoir acté le maintien de ses troupes sur zone à la demande des États du G5 Sahel lors du sommet de Pau (Sud Ouest de la France), organisé en janvier 2020.

Considérant le retrait de la France comme « un point de déstabilisation », il concède néanmoins que ses militaires n'ont « pas vocation à rester éternellement là-bas ».

« Je le dis avec lucidité, si on est complices de l'échec de l'Afrique, on aura des comptes à rendre, mais on le paiera cher aussi, notamment sur le plan migratoire » tranche le président français.

Il est enfin longuement revenu sur les conséquences de la pandémie de la Covid-19 en Afrique où il considère qu'un « plan Marshall » couplé à un effacement partiel de la dette, sont nécessaires pour relancer l'économie du continent.

Pour rappel, le Mali est aujourd'hui dirigé par le Président de la transition Assimi Goïta (colonel) après le limogeage de son prédécesseur Bah N'Daw et de son premier ministre Moctar Ouane intervenu en début de semaine.

La France et l'UE avaient immédiatement réagi, considérant que le président en exercice devait être maintenu à son poste et menaçant les instigateurs de « sanctions ciblées ».

Des menaces qui n'ont eu aucun effet sur le colonel Goïta, passé du statut Vice-président à celui de Président.

Mali : la cour constitutionnelle confirme Assimi Goita au poste de président -Evoquant la vacance du poste

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-la-cour-constitutionnelle-confirme-assimi-goita-au-poste-de-pr%C3%A9sident/2257734>

Ekip | 29.05.2021 | La cour constitutionnelle malienne a confirmé, vendredi, le vice-président président de transition Assimi Goita au poste de président du Mali.

Dans un arrêt qu'elle a publié et consulté par l'agence Anadolu, la plus haute juridiction malienne a constaté "la vacance de la présidence de la Transition, suite à la démission de M. Bah N'Daw, président de transition, chef de l'État" et a indiqué que "le vice-président de transition exerce les fonctions, attributs et prérogatives de président de la transition pour conduire le processus de transition à son terme".

La cour constitutionnelle malienne a décidé qu'à partir de la notification de son arrêt, "le vice-président de transition porte le titre de président de transition chef de l'État".

Le Colonel Assimi Goita assume désormais les fonctions de président du Mali.

Jusqu'à lundi, cet homme assurait les fonctions de vice-président de transition ayant en charges les questions de sécurité. Mais, suite à la publication de la liste du nouveau gouvernement, dont certains de ses proches ont été écartés, Goita a fait arrêter le président de transition Bah N'Daw et le premier ministre Moctar Ouane dont il a annoncé le limogeage dans une déclaration publiée mardi.

Les deux personnalités ont finalement remis leur démission mercredi, avant d'être libérés de la caserne militaire de kati où ils avaient été gardés.

Lors d'une session spéciale consacrée au Mali mercredi, le conseil a exigé le maintien des personnalités civiles à la tête de la transition.

De son côté, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a convoqué un sommet extraordinaire dimanche prochain à Accra, au Ghana.

Mali: les militaires libèrent les dirigeants arrêtés et reprennent les commandes

28 mai 2021 <https://afrique.lalibre.be/61190/mali-les-militaires-liberent-les-dirigeants-arretes-et-reprennent-les-commandes/>

Les militaires maliens ont libéré le président et le Premier ministre de transition, tout en reprenant

les commandes entre leurs mains, loin de l'exigence internationale d'un retour rapide des civils à la tête du pays.

Le colonel Assimi Goïta, instigateur de ce qui s'apparente à un second putsch en neuf mois, « assure jusqu'à nouvel ordre la charge de président de la transition », a dit jeudi à l'AFP un haut responsable militaire s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

En libérant discrètement dans la nuit le président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane qu'ils avaient fait arrêter lundi avec d'autres hautes personnalités, le colonel Goïta et les putschistes de 2020 satisfont à une demande faite par le Conseil de sécurité de l'ONU mercredi et partagée par les principaux partenaires du Mali.

Mais ils s'éloignent de la « reprise immédiate » d'une transition civile dirigée par des civils, également réclamée par le Conseil de sécurité.

Le colonel Goïta a dit à la mission internationale dépêchée mardi à Bamako qu'il comptait prendre la tête de la transition et nommer un Premier ministre, ont rapporté des diplomates s'exprimant sous couvert d'anonymat compte tenu du caractère hautement sensible de ce retour en arrière de neuf mois.

Cette prise des pleins pouvoirs à laquelle la communauté internationale avait résisté après le putsch mené par les mêmes colonels en août 2020 au détriment du président Ibrahim Boubacar Keïta obscurcirait encore l'horizon d'un pays en pleine tourmente, pourtant crucial pour la stabilité du Sahel.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), la France et les Etats-Unis ont brandi la menace de sanctions. La délégation de la Cédéao dépêchée mardi à Bamako est repartie et l'organisation devrait tenir prochainement un sommet extraordinaire sur le Mali, a dit un diplomate africain.

Les militaires gardent le silence en public sur leurs plans.

Ils ont relâché vers 01H30 (locales et GMT) le président et le Premier ministre, démissionnaires selon eux. « Nous avons respecté notre parole », a dit un responsable militaire sous couvert d'anonymat sans préciser si leur élargissement était assorti de conditions.

– « Démissions forcées » ? –

Les deux hommes sont rentrés chez eux à Bamako, a indiqué leur entourage.

« Je me porte bien. J'ai été libéré hier soir. Je suis chez moi », a dit jeudi à l'AFP Moctar Ouane, joint sur le téléphone d'une proche. Les téléphones pris par les militaires le jour de son arrestation ne lui ont pas été restitués.

Il ne s'est pas exprimé au cours de ce bref entretien sur sa situation politique et l'annonce de sa démission mardi par les militaires. Les conditions de la démission de MM. Ndaw et Ouane sont inconnues, mais le soupçon est répandu qu'elles aient été contraintes.

Le colonel Goïta a accusé MM. Ndaw et Ouane d'avoir formé un nouveau gouvernement sans le consulter alors qu'il est le vice-président en charge des questions de sécurité, attribution primordiale dans un pays dans la tourmente des violences en tous genres, notamment jihadistes.

Depuis leur arrestation, les deux hommes étaient tenus au secret et réduits au silence au camp militaire de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako, là où le président Keïta avait été conduit lui aussi par les colonels en 2020 et poussé à annoncer sa démission.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné à l'unanimité l'éviction du président et du Premier ministre sans toutefois parler de coup de force, ni envisager de mesures coercitives.

« Imposer un changement de direction de la transition par la force, y compris par des démissions forcées, (est) inacceptable », a déclaré le Conseil.

Lundi soir, les organisations africaines, la Minusma, la France, les Etats-Unis et d'autres prévenaient déjà qu'ils n'accepteraient pas un fait accompli comme une démission forcée.

Les Etats-Unis ont suspendu l'assistance aux forces de sécurité et de défense maliennes, a annoncé le département d'Etat, précisant que Washington étudierait « des mesures ciblées contre les responsables politiques et militaires qui ont entravé la transition civile vers une gouvernance démocratique ».

En dehors de la Cédéao et de la France, les pays européens sont également prêts à des sanctions, a

déclaré mardi le président français Emmanuel Macron qui a parlé de « coup d'Etat dans le coup d'Etat ».

Ce coup de force, énième soubresaut de l'histoire contemporaine malienne, soulève une multitude de questions quant à son impact sur la lutte antijihadiste et sur la gouvernance au Mali, et plus immédiatement sur la relation future avec les colonels et le respect des échéances prévues, comme la tenue d'élections début 2022.

NIGER:

Niger, les coups de communication du Président Bazoum

By Nicolas Beau -28 mai 2021 <https://mondafrique.com/niger-les-coups-de-communication-du-president-bazoum/>

Profitant de l'effacement des chefs de l'opposition silencieux, emprisonnés ou malades, le nouveau président nigérien multiplie les gages d'un changement de gouvernance envers l'opinion nationale. Pour marquer la rupture avec les méthodes de Mahamadou Issoufou, son prédécesseur et mentor, Bazoum a drastiquement réduit le protocole pour ses arrivées et ses départs pour des voyages internationaux. Plus besoin, comme sous Issoufou, de convoquer à l'aéroport de Niamey l'ensemble du gouvernement ainsi que les corps constitués pour assister aux départs ou aux retours de voyage du président. Bien plus que cela, Bazoum, connaissant l'attachement de ses compatriotes à la symbolique, a allégé le dispositif de sécurité qui encadre les déplacements présidentiels dans la capitale. Là où son mentor faisait fermer des boutiques, des rues pendant plusieurs heures après avoir fait déployer des blindés de la garde présidentielle, le nouveau président s'accommode d'une sécurité discrète qui n'entrave pas la circulation des habitants de Niamey. Eux qui en avaient bavé pendant les dix années de Mahamadou Issoufou.

En train entre Paris et Bruxelles

Autre signe de changement de méthode, Bazoum a été filmé à la tête d'une petite délégation en train de prendre le 20 mai le train entre Bruxelles et Paris. Cette vidéo sciemment diffusée sur les réseaux est très vite devenue virale dans la cybercommunauté nigérienne.

Dans le contexte de la panne de stratégie de la coalition CAP 20-21, ces coups de communication du nouveau président peuvent être d'une grande utilité pour faire oublier les conditions controversées de sa victoire lors de la présidentielle du 27 décembre 2020. En tout cas, le temps n'est pas dans cette affaire le meilleur allié des opposants nigériens.

SENEGAL:

Sénégal: pour le M2D, Macky Sall n'a «pas tenu sa promesse» après les émeutes de mars

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210526-s%C3%A9n%C3%A9gal-pour-le-m2d-macky-sall-n-a-pas-tenu-sa-promesse-apr%C3%A8s-les-%C3%A9meutes-de-mars>

26/05/2021

Le Mouvement de défense de la démocratie (M2D) a présenté, mercredi 26 mai, son mémorandum sur les violentes manifestations du mois de mars dernier. Cette coalition de partis politiques et d'associations de la société civile soutient Ousmane Sonko, l'opposant accusé de viol présumé par une employée d'un salon de massage. Cette affaire avait entraîné des émeutes qui ont fait 13 morts. Après le gouvernement le mois dernier, le M2D est à son tour revenu sur sa version de faits.

Avec notre correspondante à Dakar, Charlotte Idrac

C'est un document de 55 pages, annexes comprises. Dans ce mémorandum, le M2D dit vouloir «

rétablir la vérité » et « restituer les faits ». Après plusieurs jours d'émeutes sanglantes, le mouvement avait suspendu ses appels à manifester, après une médiation du khalife général des Mourides. Mais il estime aujourd'hui que ses revendications n'ont pas été satisfaites.

« Depuis lors, le président Macky Sall n'a pas daigné respecter ses engagements. Nous avons fait notre part du contrat. Le khalife, nous en avons la certitude, lui a dit tout ce que nous demandions. Une fois encore, il n'a pas tenu sa promesse. En ce moment, il y a encore des jeunes Sénégalais en prison », déclare Cheikh Tidiane Dièye. Le coordonnateur du M2D ajoute : « Nous manifesterons quand il le faudra. »

Le M2D réclame un procès « rapide, diligent, impartial et honnête » dans l'affaire Sonko Ousmane Sonko, présent dans la salle, ne s'est pas exprimé. L'opposant est libre, mais sous contrôle judiciaire. Le Mouvement de défense de la démocratie réclame un procès dans les meilleurs délais. « Le M2D exige que l'affaire Ousmane Sonko fasse l'objet d'un traitement judiciaire rapide, diligent, impartial et honnête. On verra tout de suite que tout ceci n'était qu'un tissu de montages », clame Cheikh Tidiane Dièye.

Le gouvernement avait annoncé, le 8 avril dernier, une « commission d'enquête indépendante » sur les manifestations de mars. « Depuis, aucun acte n'a été posé, nous n'avons pas été approchés et nous n'y croyons pas », conclut le coordonnateur du M2D.

MAURITANIE:

Maroc – Mauritanie : tout va bien à nouveau !

26 mai 2021 <https://mondafrique.com/maroc-mauritanie-tout-va-bien-a-nouveau/>

Voici un signe de réchauffement dans les relations diplomatiques entre le Maroc de Mohamed VI et la Mauritanie du président Ghazouani qui avaient traversé quelques turbulences avec l'interdiction de vendre les légumes marocains à Nouakchott.

Le ministre des Affaires étrangères, Ismail Ould Cheikh Ahmed, est arrivé au Royaume en début de semaine, porteur d'un message du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani au roi Mohammed VI. Il a été reçu par le chef du gouvernement Saâd-Eddine El Otmani ainsi que par son homologue, Nasser Bourita.

Cette visite était très attendu à Rabat où le chef de la diplomatie mauritanien devait initialement se rendre le 31 mars, mais il a préféré au final se rendre à Alger, là encore porteur d'un message du président El Ghezouani. Dans la foulée, les fruits et légumes marocains ont été interdits de vente sur le marché mauritanien, pendant quelques jours, laissant présager un retour de la tension qui a régné entre Rabat et Nouakchott pendant le mandat du président Ould Abdelaziz.

D'autant plus que le Maroc voulait avec l'élection d'El Ghezouani tourner la page du passé et reprendre des relations cordiales avec son voisin du sud. Cette visite diplomatique vient donc rassurer dans un contexte où le Maroc cloisonné entre des rapports exécrales avec l'Algérie à l'Est et une crise inédite avec son voisin du nord.

BURKINA FASO:

Le Burkina Faso table sur 5 991 394 tonnes de céréales pour la campagne agricole 2021-2022 - Une hausse de près d'un million de tonnes par rapport à la campagne précédente

Ekip |28.05.2021 <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-burkina-faso-table-sur-5-991-394-tonnes-de-c%C3%A9r%C3%A9ales-pour-la-campagne-agricole-2021-2022/2257183>

Burkina Faso

AA / Ouagadougou / Dramane Traoré

Le Burkina Faso table sur une production céréalière de 5 991 394 tonnes de céréales dont 1 000 000 de tonnes de riz lors de la campagne 2021-2022, a annoncé vendredi le ministère en charge de l'Agriculture dans un communiqué, au lendemain du lancement de la campagne placée sous le thème : "Distribution électronique des intrants et équipements agricoles : rôle et implication des acteurs pour une opération réussie".

Selon la même source, il est également attendu 1 736 749 tonnes de cultures de rente et 989 023 tonnes d'autres cultures vivrières. Lors de la campagne précédente, le pays a produit environ 5 millions de tonnes de céréales.

Le ministre en charge de l'Agriculture Salifou Ouédraogo a déclaré que la distribution électronique des intrants et équipements agricoles permettra d'améliorer la couverture des besoins en intrants et équipements à travers le rapprochement des lieux de distribution et l'augmentation des quantités subventionnées.

Il a souligné que les producteurs bénéficieront de 30 836 tonnes d'engrais, 5 000 tonnes de semences améliorées certifiées et de 1000 litres de pesticides pour la lutte contre les nuisibles de cultures. Il sera également mis à leur disposition 368 équipements motorisés dont 285 motoculteurs avec accessoires, plus de 100 tracteurs équipés, des équipements à traction animale et des animaux de trait.

Pour accroître la productivité agricole, 6 830 hectares de nouveaux bas-fonds, 1 623 hectares de nouveaux périmètres irrigués et 991 hectares de nouveaux périmètres maraichers seront aménagés au profit des producteurs. En outre, 200 nouveaux modèles d'exploitations agricoles innovantes, résilientes et performantes seront implantés sur l'ensemble des 13 régions du Burkina Faso.

Le Représentant résident de la FAO au Burkina Faso, Dauda Sau a réaffirmé la disponibilité de son institution à accompagner le développement agricole du Burkina Faso, annonçant la mise à disposition par la FAO de 630 millions de francs CFA (1 171 302 dollars US) pour l'acquisition d'intrants et d'équipements agricoles au profit des producteurs.

Selon le Comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA) le pays a enregistré lors de la campagne précédente une baisse des superficies cultivées de près de 4% à cause de l'insécurité et le déplacement des populations.

Actuellement, au plan national, 21 provinces sont en situation excédentaire, 9 provinces en équilibre et 15 sont en situation déficitaire, alors que la situation humanitaire demeure préoccupante avec des personnes déplacées internes estimées à plus d'1 million d'individus.

BENIN:

Bénin : nomination d'un nouveau gouvernement de 23 membres

Lassaad Ben Ahmed |26.05.2021

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/b%C3%A9nin-nomination-dun-nouveau-gouvernement-de-23-membres/2254365>

Tunisia

AA / Tunis

Le président béninois Patrice Talon a nommé, mardi, un nouveau gouvernement de 23 membres.

La composition du nouveau gouvernement a été rendue publique par décret, publié sur le site de la présidence béninoise et consulté par l'Agence Anadolu.

Elle intervient deux jours après l'investiture du Président pour un deuxième mandat de 5 ans, après sa réélection dès le premier tour de la présidentielle du 11 avril dernier avec 86% des suffrages exprimés.

Le président béninois a pratiquement gardé l'ancienne équipe avec uniquement trois sorties, deux nouvelles figures et une promotion.

Parmi les départs Talon se sépare du porte-parole de l'exécutif, Alain Orounla qui s'est vu remplacer

par Wilfried Hounghbedji.

Parmi les mutations, on notera particulièrement celle d'Alassane Seidou, ancien ministre de la Santé, puis des Infrastructures ensuite de la Décentralisation, auquel Talon a confié le portefeuille de l'Intérieur et de la sécurité publique. Il cède sa place au nouveau membre du gouvernement, Raphaël Dossou Akotegnon.

Homme d'affaires parmi les plus fortunés en Afrique, Patrice Talon, 63 ans, avait été élu Président pour la première fois le 6 avril 2016.

GHANA:

MTN Group couve de grands projets pour le Ghana d'ici 2022

28 mai 2021 14:33 <https://www.agenceecofin.com/operateur/2805-88627-mtn-group-couve-de-grands-projets-pour-le-ghana-d-ici-2022>

(Agence Ecofin) - La seconde moitié de l'année 2021 s'annonce riche en opportunités pour les hommes d'affaires ghanéens. MTN annonce en effet la cession de quelques actifs locaux. La société télécoms poursuit sa quête panafricaine de liquidité indispensable à sa transformation.

Lors de la visite de travail de trois jours qu'il a effectuée au Ghana la semaine dernière, Ralph Mupita le président-directeur général de MTN Group a dévoilé à Mahamudu Bawumia, le vice-président de la République du Ghana, les principaux projets que l'entreprise veut réaliser dans le pays d'ici 2022. Le groupe télécoms sud-africain a réitéré ainsi son engagement à soutenir la transformation numérique nationale pilotée par le gouvernement.

Au-delà de l'amélioration et de l'extension de l'infrastructure de réseau pour apporter des services télécoms de qualité en zone rurale, Ralph Mupita a déclaré que « nous nous engageons à soutenir le projet de code QR du Ghana et d'autres initiatives numériques telles que la lutte contre les cyberattaques et le développement de la participation des femmes aux TIC ». Il a aussi révélé l'intention de MTN Group de construire un centre TIC dans le pays en plus de finaliser l'ouverture de 30% du capital de MTN Ghana à des investisseurs locaux d'ici la fin d'année. Il est également prévu l'ouverture de 30% du capital de la filiale financière, MobileMoney Limited, d'ici janvier 2022.

Depuis mars 2021, MTN Group a initié un repositionnement stratégique qui vise à révéler de la valeur et à attirer des capitaux tiers à moyen terme dans ses différents marchés. A travers « Ambition 2025 », la société veut devenir un fournisseur de solutions qui abordent les opportunités, mais également les défis auxquels le continent est confronté.

Au Ghana, les actions stratégiques annoncées par MTN Group contribueront à la mise en conformité de l'entreprise télécoms vis-à-vis de la réglementation du pays, notamment la Payment Systems and Services Act, 2019. Elles soutiendront également l'accroissement des revenus qui profiteront à la santé financière du groupe, notamment pour la réduction de sa dette.

Muriel Edjo

GAMBIA:

Ripple effects of Covid-19 on Gambia's Paralympics

May 28, 2021, 12:57 PM | Article By: Cherno Omar Bobb

<https://thepoint.gm/africa/gambia/sports/ripple-effects-of-covid-19-on-gambias-paralympics>

The coronavirus pandemic has left no stone unturned and The Gambia National Paralympics Committee (GNPC) and persons with disability are no exceptions.

Since the outbreak, lives of persons with disability have changed as a result of the pandemic.

“Where able bodies struggle, minds go to disable bodies who need able bodies to make things better.”

Most persons with disabilities in The Gambia earn their living on daily basis through begging and skills to feed their families and government imposing restrictions, most persons with disabilities found it difficult to feed themselves and their families while staying at home.

Some of them with businesses had their businesses collapsed because they do not have the capital to sustain themselves.

Malang Tamba, a Paralympics athlete who is currently preparing for this year’s Paralympics Games, said the pandemic severely affected them.

He said they struggled to go for trainings at the independence stadium in Bakau during the pandemic.

Tamba won two bronze in the T54 100m, 200m and 400m race as well as gold in the 800m race during the 2021 Season Second Athletics Championship held in Tunis earlier this year. He said that with assistance from authorities, he can achieve more success for the country.

“We are ready to fly the country’s flag high but government has to really support us,” he said.

Fatou Sanneh, also a Paralympics athlete, said the pandemic made life more difficult for them, and therefore called on government to consider and include them in the system.

She noted that they could not train the way they wanted as a result of the pandemic. She added that they are now intensifying their preparations to ensure they secure qualification to this year’s Tokyo Paralympics Games.

Demba Jarju, a Paralympics athlete, who represented The Gambia at the London 2012 and Rio 2016 Paralympics Games, said their trainings have not been good this year.(...)

AFRIQUE CENTRALE

TCHAD:

AFRIQUE/TCHAD - Un jésuite : le calme revient après les affrontements avec les rebelles, en attendant la véritable avancée démocratique

samedi, 29 mai 2021 démocratie groupes armés violence

[http://www.fides.org/fr/news/](http://www.fides.org/fr/news/70213AFRIQUE_TCHAD_Un_jesuite_le_calme_revient_apres_les_affrontements_avec_les_rebellees_en_attendant_la_veritable_avancee_democratique)

[70213AFRIQUE TCHAD Un jesuite le calme revient apres les affrontements avec les rebelles en attendant la veritable avancee democratique](http://www.fides.org/fr/news/70213AFRIQUE_TCHAD_Un_jesuite_le_calme_revient_apres_les_affrontements_avec_les_rebellees_en_attendant_la_veritable_avancee_democratique)

N'Djamena (Agence Fides) - " Dans le centre-nord du Tchad, la tension diminue et la situation est plus calme. Il n'y a pas de combat. Les postes frontières avec le Soudan sont ouverts. Le Père Franco Martellozzo, jésuite, depuis plus de cinquante ans missionnaire en Afrique, résume ainsi dans une interview à Fides la situation du grand pays sahélien après la mort du président Idris Deby Itno et la mise en place d'un gouvernement composé de militaires et de civils. "Nos activités de coopération se poursuivent comme toujours. Nous marchons autour de la brousse tranquillement. Les rebelles se sont retirés et même les bandits ordinaires semblent moins actifs", explique le missionnaire.

Le Tchad, pays étroitement lié à la France et bastion de la lutte contre le djihadisme islamique au Sahel, a été choqué par l'avancée des rebelles du Front de l'alternance et de la concorde, qui sont descendus début avril de la Libye vers la capitale tchadienne N'Djamena. "Par rapport au mouvement, nous savons qu'il s'agit d'une organisation politico-militaire formée principalement par des militants de l'ethnie Dazaga ou Gouran et qu'elle a été fondée en 2016 par l'intellectuel Mahamat Mahdi Ali. Selon certaines rumeurs, ils auraient été financés par la Russie, mais cela n'est pas clair. Nous savons qu'ils étaient bien armés," poursuit le jésuite.

L'avance, bien que signalée de plusieurs côtés, n'a pas été arrêtée. "Les colonnes rebelles auraient pu être facilement arrêtées par l'armée de l'air lors de leur descente vers la capitale", observe le père Franco. Des tentatives ont été faites par l'armée de l'air tchadienne, mais elles n'ont pas abouti à grand-chose. Pourquoi ? A qui était-il utile de faire pression sur le gouvernement de Deby ?".

Il y a également peu de clarté sur la mort de Deby. Le père Franco Martellozzo évoque certaines rumeurs qui circulent au Tchad : "Officiellement, il a été tué par les rebelles pendant les combats. Cependant, il est dit ici qu'il est mort plus tôt. Selon certaines rumeurs, il y aurait eu une altercation avec ses généraux qui aurait été résolue par des coups de feu. Lors de cet incident, le président aurait été abattu. Ce sont des rumeurs qui circulent largement au Tchad".

Dans sa région, la vie continue normalement : "J'habite à Mongo sur la route d'Abeché. Habituellement, la mine est la zone la plus instable du pays, mais ces jours-ci, le calme règne. J'ai entendu dire qu'il y avait des tensions dans le sud. Il s'agit de manifestations contre le nouveau gouvernement. Le pays est actuellement gouverné par une junte militaire et civile dirigée par Mahamat Déby Itno, fils d'Idris. "Maintenant, nous attendons les événements pour voir s'il y aura vraiment un changement démocratique dans le pays, ce que la population attend", conclut le jésuite. (EC) (Agence Fides 29/5/2021)

TOGO:

Coup d'accélérateur au reboisement au Togo qui se félicite de sa performance agricole

28 MAI 2021 <http://www.commodafrica.com/28-05-2021-coup-daccélérateur-au-reboisement-au-togo-qui-se-felicite-de-sa-performance-agricole>

La campagne agricole 2020/21 au Togo est plutôt satisfaisante, a-t-il été déclaré en Conseil des ministres mercredi. Le bilan alimentaire est excédentaire avec un taux de couverture des besoins de 101 % pour les céréales, 160 % pour les tubercules et de 240 % pour les légumineuses.

En revanche, on note un déficit en produits carnés (viandes et abats) et halieutiques dont les taux de couverture sont estimés respectivement à 60 % et 34%.

Quant à l'organisation de la campagne nationale de reboisement 2021, le Conseil des ministres a précisé que « L'objectif est d'accroître significativement la couverture forestière nationale et de disposer de la matière première pour les industries transformatrices de bois ».

Pour ce faire, le gouvernement entend procéder au lancement de la campagne en deux temps : le premier juin, un démarrage officiel avec la mise en terre de 300 000 plants puis à partir du 02 juin et pendant toute la saison des pluies, la campagne de reboisement se poursuivra avec pour objectif la mise en terre de 10 000 000 de plants.

CENTRAFRIQUE:

Tensions entre le Tchad et la Centrafrique : Bangui accuse les rebelles de la CPC

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tensions-entre-le-tchad-et-la-centrafrique-bangui-accuse-les-rebelles-de-la-cpc/2259656>

AA / Peter Kum / La tension a de nouveau monté entre le Tchad et la République centrafricaine, suite à des affrontements entre les deux armées au niveau des frontières communes. Le Tchad avait évoqué une violation de son territoire et la perte de soldats tués par l'armée centrafricaine, alors que Bangui évoque un accrochage faisant des morts des deux côtés.

« Dans la poursuite des éléments de la CPC (Coalition des patriotes pour le changement) à la frontière centrafricano-tchadienne », dimanche, il y a eu « des échanges des tirs », de part et d'autre, qui ont « malheureusement provoqué des morts côté centrafricain et tchadien », a souligné dans un communiqué, lundi, le porte-parole du gouvernement centrafricain, Ange Maxime Kazagui.

Les autorités centrafricaines ont indiqué qu'elles avaient condamné « le mode opératoire de la CPC qui procède à des attaques sur les populations centrafricaines avant la frontière ».

Dimanche, le gouvernement tchadien avait annoncé dans un communiqué que les Forces armées centrafricaines (FACA) avaient attaqué le poste militaire avancé de Sourou.

« Les assaillants lourdement armés ont tué un soldat tchadien et en ont blessé cinq. Cinq autres ont été enlevés pour être ensuite exécutés à Mbang du côté centrafricain », avait affirmé le ministère tchadien des Affaires étrangères.

Malgré la tension entre les deux pays, le gouvernement centrafricain a exprimé sa volonté de raffermir ses relations avec N'Djamena et le peuple tchadien.

Selon Bangui, une commission d'enquête conjointe sera mise sur pied et une mission sera dépêchée à N'Djamena dans les plus brefs délais.

Le Tchad avait annoncé dimanche qu'il tenait « le gouvernement centrafricain entièrement responsable des conséquences de cette agression caractérisée que rien ne justifie au moment où les deux pays cherchent à mutualiser leurs efforts pour relever les défis sécuritaires communs... »

Il avait aussi souligné que « ce crime de guerre d'une gravité extrême et cette attaque meurtrière préméditée, planifiée et opérée à l'intérieur du Tchad, dont seul le gouvernement centrafricain en connaît les raisons, ne sauraient rester impuni ».

Selon les médias locaux centrafricains, l'armée tchadienne a lancé une riposte lundi en territoire centrafricain.

« En représailles à l'attaque de ce dimanche de son poste frontalier par les mercenaires russes, les militaires tchadiens ont mené ce lundi une opération de représailles sur le territoire centrafricain contre l'armée nationale et ses alliés mercenaires de Wagner », a rapporté le journal centrafricain, Corbeau News (indépendant).

Selon des sources militaires citées par le journal, « les soldats de l'armée tchadienne sont entrés sur le territoire centrafricain à bord d'une dizaine des véhicules militaires lourdement armés, appuyés par leurs moyens aériens ».

Le journal a souligné que l'opération est en cours, et les forces coalisées du gouvernement centrafricain sont en retrait vers le Sud, notamment à Ngaoundaye.

Centrafrique : Cinq morts dans l'explosion d'une mine dans le Nord-ouest

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/centrafrique-cinq-morts-dans-lexplosion-dune-mine-dans-le-nord-ouest/2257864>

Nadia Chahed | 29.05.2021 | AA/Peter Kum

Trois mercenaires russes et deux policiers centrafricains ont trouvé la mort vendredi au passage de leur véhicule sur une mine posée par des rebelles à Bondiba (nord-ouest de la Centrafrique), a appris Anadolu samedi des autorités locales.

"Vendredi matin dans la localité de Bondiba, un véhicule transportant des policiers centrafricains et nos alliés russes, est monté sur une mine sur l'axe routier Dongbaikè dans la préfecture de la Nana-Mambéré, au nord-ouest de la République centrafricaine", a indiqué à Anadolu, samedi, le préfet de Nana-Mambere, Marcel Bagazara, ajoutant que c'est une mine posée par les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement.

"Nous avons malheureusement enregistré cinq morts dont deux policiers centrafricains et trois russes et quatre blessés dont trois policiers et un militaire centrafricain", a-t-il déploré.

"Les victimes étaient à bord d'un véhicule de patrouille de la police en appui aux partenaires Russes depuis le début de leur offensive contre les rebelles. Ils étaient en mission de ratissage dans la zone d'Abba depuis mardi dernier", a ajouté la même source.

Selon le préfet, les blessés et les corps ont été transportés vendredi soir à Bangui.

Pour rappel, une autre mine avait explosé le 5 mai dernier détruisant un véhicule de la mission catholique de Niem et faisant un mort.

La Mission onusienne en RCA (Minusca) avait annoncé le 19 mai 2021, le lancement d'une opération de recherche et de destruction des mines plantées par les rebelles dans l'Ouest de la République centrafricaine.

CAMEROUN:

Cameroun : au moins dix morts dans l'effondrement d'une mine d'or dans l'Est - Les victimes recherchaient de l'or.

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-au-moins-dix-morts-dans-leffondrement-dune-mine-dor-dans-l-est/2260253>

Lassaad Ben Ahmed | 01.06.2021 | AA / Yaoundé / Peter Kum

« Au moins dix creuseurs clandestins » sont morts dans l'effondrement d'une mine d'or artisanale dans la région de l'Est du Cameroun, a fait savoir à l'Agence Anadolu, mardi, le gouverneur de la région, Grégoire Mvongo.

L'incident a eu lieu lundi en fin de journée, dans la région de l'Est, dans le territoire de Kambélé, dans une carrière à Boukarou.

« Nous ne savons pas le nombre exact des personnes qui s'étaient introduites dans un puits d'or de cette carrière clandestine, mais dix corps ont été extraits, lundi », a souligné le gouverneur.

Le glissement de terrain a provoqué la mort de 10 des creuseurs, six autres ont été blessés et transportés dans les centres de santé de la région.

Les éboulements dans les sites aurifères sont fréquents et souvent meurtriers dans le nord et l'est du Cameroun.

Au moins trois orpailleurs clandestins avaient péri et un autre avait été blessé le 8 mai dernier dans l'éboulement d'une mine d'or dans le Mayo Rey, localité située dans région du Nord.

Selon les autorités, les mineurs clandestins viennent, du Tchad, du Nigeria, du Mali, du Niger, ou encore de la Chine.

D'après le ministère des Mines, une vingtaine d'éboulements se sont produits les deux dernières années au Nord et à l'Est du pays faisant une cinquantaine de morts.

Cameroun : bientôt une « école d'excellence cacaoyère » pour doper la qualité

<https://www.agenceecofin.com/cacao/2905-88655-cameroun-bientot-une-ecole-d-excellence-cacaoyere-pour-doper-la-qualite> 29 mai 2021

(Agence Ecofin) - L'Ecole d'excellence cacaoyère, en gestation, viendra s'ajouter aux centres d'excellence de traitement post-récolte du cacao, déjà créés dans des bassins de production du pays. Depuis 2017, les chocolatiers français garantissent aux producteurs traitant leurs fèves dans ces centres d'excellence, un prix de 1640 FCFA le kilogramme, bien loin de la moyenne de 900 à 1000 FCFA obtenue sur les fèves ordinaires.

Une délégation de la Confédération des chocolatiers de France a été reçue, jeudi 27 mai, au ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader). Au cours de cette audience, apprend-on de bonnes sources, le chef de ce département ministériel, Gabriel Mbairrobe, a signé avec ses hôtes une convention encadrant la création d'une plantation-école de 12 hectares, dénommée « Ecole d'excellence cacaoyère ».

Grâce à cette école, dans laquelle les programmes de formation porteront essentiellement sur « les itinéraires techniques et les process post-récolte de traitement de la fève haut de gamme », apprend-on des documents officiels, « l'excellence cacaoyère deviendra pour les cacaoculteurs un véritable mode de vie. Désormais, ils ne se contenteront plus de peu, mais feront toujours un peu plus sur les plans cultural et post-récolte, pour bonifier la fève camerounaise, afin d'en révéler toute la typicité et la positionner comme un terroir d'exception ».

Avant l'audience au Minader, le même jour, la délégation de la Confédération des chocolatiers de France s'est rendue au ministère du Commerce. Avec le ministre Luc-Magloire Mbarga Atangana, ils ont signé un protocole d'accord fixant le prix du cacao d'excellence pour la prochaine campagne (2021-2022), apprend-on de site Investir au Cameroun.

Décote...

Pour rappel, depuis quelques années, le gouvernement camerounais et l'Interprofession cacao-café (CICC) sont engagés dans un combat pour l'amélioration de la qualité de la fève camerounaise. L'une des dernières actions dans ce sens est la distribution à 1471 producteurs de cacao, d'une prime à la qualité de 774 millions FCFA. A travers ces initiatives, il est question de changer la perception de l'origine camerounaise sur le marché international, où la fève rouge brique du Cameroun, pourtant très prisée pour ses spécificités (goût, teneur en beurre, etc.), subit une décote moyenne de 100 FCFA par kilogramme, au moment où des primes sont plutôt offertes lors des achats des fèves ghanéennes et ivoiriennes.

« L'origine Cameroun sur le marché international subit une décote moyenne de 100 FCFA par kilogramme, alors que dans le même temps, le Ghana est à 180 FCFA et la Côte d'Ivoire à 50 FCFA de prime additionnelle... En termes clairs, le cacao camerounais est acheté à 280 FCFA moins cher que celui du Ghana, et 150 FCFA moins cher que celui de Côte d'Ivoire. Tous les opérateurs de la filière, l'Etat en premier, y sont perdants, surtout le producteur auquel il est payé le prix résiduel », explique l'interprofession cacao-café dans une note préparée en prélude à une rencontre avec les ministres du Commerce et de l'Agriculture, qui a eu lieu le 2 septembre 2020.

BRM

GABON:

Commonwealth: l'Assemblée nationale apporte son soutien à l'adhésion du Gabon

Par Lise Gloria Bivigou

29 mai 2021 <https://www.gabonmediatime.com/commonwealth-lassemblee-nationale-apporte-son-soutien-a-ladhesion-du-gabon/>

Après avoir présenté ses atouts à l'organisation intergouvernementale anglophone, l'Assemblée nationale apporte son soutien pour l'adhésion du Gabon au Commonwealth. Ce jeudi 20 mai 2021, le ministre des Affaires étrangères Pacôme Moubelet Boubeya, est allé défendre les motivations du Gabon derrière sa décision d'adhérer au Commonwealth devant les députés membres de la Commission des Affaires étrangères.

Jeudi 20 mai 2021, l'Assemblée nationale s'est saisie du dossier portant sur l'adhésion du Gabon au Commonwealth. Auditionné par les députés de la Commission des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de la défense nationale et de l'intégration régionale, Pacôme Moubelet Boubeya, ministre des Affaires étrangères, a indiqué les raisons qui ont conduit les plus hautes autorités du pays à faire adhérer le Gabon au Commonwealth.

Blaise Louembet, président de ladite commission, a donc tenu à éclairer l'opinion en rendant publiques via son compte Facebook, des bribes des motivations portées par Pacôme Moubelet Boubeya. Pour l'essentiel des motivations du Gabon à adhérer au Commonwealth, on note la diversification de ses partenaires multilatéraux. « Au-delà des questions de terminologie rapidement clarifiées, on a appris pour l'essentiel que le Gabon s'inscrit dans un processus de diversification de ses partenariats multilatéraux et va profiter de la proximité avec les 54 pays membres qui comptent 2,450 milliards d'habitants », a indiqué Blaise Louembet.

Au terme de cette audition, l'Assemblée nationale a manifesté son soutien au chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, pour l'adhésion du Gabon au Commonwealth. Le verdict de cette adhésion devrait tomber lors du prochain sommet des chefs d'État du Commonwealth initialement prévu en juin prochain à Kigali, au Rwanda et reporté à une date ultérieure.

CONGO BRAZZAVILLE:

Congo Brazzaville : CARA met fin à la longue série d'invincibilité d'AS Otohô

Publié le : 30 mai 2021 / Par Ange M_poli M_Toama

<https://africafootunited.com/congo-brazzaville-cara-met-fin-a-la-longue-serie-dinvincibilite-das-otoho/>

L'AS Otohô chute pour la première fois de la saison. Il subit sa première défaite après 745 jours d'invincibilité. L'ogre d'Oyo est tombé face à CARA de Brazzaville. Le club de la capitale réussit à vaincre le leader lors de la 19ème journée en s'imposant ce samedi sur le score de 2-0. Dans l'autre match de la soirée, Patronage Sainte-Anne s'est offert une troisième victoire consécutive et se positionne dans la course au dauphinat.

L'invincibilité de l'AS Otohô est brisée par CARA après 44 matchs de championnat. Un record pour le champion en titre qui n'a plus perdu de matchs depuis 2019. Sa dernière défaite remonte au 15 mai 2019 où le club a été battu par l'Étoile du Congo lors de la 22ème journée de la saison 2018-2019 soit plus de deux ans plus tard. Après cette dernière défaite en 2019, l'AS Otohô n'a connu aucune défaite l'an dernier en 22 journées et a remporté le championnat. Cette saison, l'AS Otohô avait repris son invincibilité jusqu'à cette 19ème journée face à CARA.

Cette défaite n'a aucune conséquence pour l'AS Otohô qui reste solide leader avec 50 points. Par contre CARA revient à la hauteur de Diables Noirs (34pts) et se classe 3^e avec 31 points. Dans l'autre match, Patronage Sainte Anne se relève de sa défaite face à Kondzo le weekend dernier. Il s'est imposé au stade Alphonse Massamba-Débat, face à l'AS Cheminots sur le score de 2-0. Il a fait la différence sur des buts de Cadet Ebengue à la 27^e minute et Prodige Mabilia-Milongo à la 81^e. L'équipe de Narcisse Nzebele est provisoirement septième avec 24 points et met la pression sur l'Inter Club qui joue Vita Club la lanterne rouge ce lundi.

GLOBALISATION

RUSSIA:

Austria Slams Russia Over Cancelled Vienna-Moscow Flight

By AFP May 27, 2021 <https://www.themoscowtimes.com/2021/05/27/vienna-moscow-flight-cancelled-over-russia-refusal-to-approve-re-routing-a74031>

Russia's transport ministry had "no comment for now." Igor Ivanko / Moskva News Agency
Austria on Thursday slammed Russia after it refused to allow an Austrian Airlines flight to be rerouted to avoid Belarusian airspace, resulting in the Vienna-Moscow service being cancelled. Austria's Foreign Ministry said Russia's refusal to allow the route change was "absolutely incomprehensible," urging it "not to artificially impede free air traffic between Russia and Europe." "It is in the interests of both Austria and Russia that all flights to and via Russia can continue to be carried out without any problems," it said in a statement to AFP.

Austrian Airlines cancelled the Vienna-Moscow flight on Thursday, saying Russian authorities had not approved a route change allowing the plane to avoid Belarusian airspace.

The airline said it had suspended flights over Belarusian airspace in line with a recommendation by the European Union Aviation Safety Agency (EASA), making a route change for the Vienna-Moscow flight necessary.

"A change in flight routes must be approved by the authorities. The Russian authorities did not give us this permission," the airline said in a statement to AFP.

It added it was not yet clear if the next flight would be able to take place. A Moscow-Vienna flight is scheduled for Friday.

Passengers on the cancelled flight were rebooked, the airline said.

Russia's transport ministry told AFP that it had "no comment for now."

Belarus sparked global fury by diverting an Athens-to-Vilnius Ryanair plane on Sunday and arresting an exiled dissident in Minsk.

In response, EU leaders on Monday decided to ban Belarusian carriers from European airspace and airports as well as recommending that EU carriers should also avoid Belarusian airspace.

Austrian Airlines is part of Germany's Lufthansa group.

Lufthansa confirmed to AFP that all its airlines were "currently avoiding Belarusian airspace."

Scheduled flights to Moscow and St. Petersburg continued, it said.

INDIA:

India's Mahindra expects car sales to take two years to rebound after COVID shock

Aditi Shah <https://www.reuters.com/business/autos-transportation/indias-mahindra-expects-car-sales-take-two-years-rebound-after-covid-shock-2021-05-29/>

India's Mahindra & Mahindra (MAHM.NS) expects it will take at least another two years for car sales to return to their pre-pandemic peaks, but a slow pace of vaccinations could hurt recovery prospects, its chief told Reuters in an interview.

Battered by the pandemic in 2020 and an economic slowdown in 2019, passenger vehicle sales in India fell to 2.7 million units in the last fiscal year - their lowest level in six years and well below the peak of 3.4 million units in fiscal year 2019.

Mahindra Chief Executive Officer Anish Shah said sales would rebound by fiscal year 2023 if a

majority of the country's population is inoculated and new COVID-19 cases ease, helping the economy recover.

"Getting back to full normal is going to depend on vaccinations ... (else) we will always have the fear of the next wave coming in and disrupting things again," Shah

The world's second-most populous country has recorded 28 million cases so far, second only to the United States. Infections have surged in recent weeks, and in May India recorded its highest monthly COVID-19 death toll since the pandemic began.

Yet, only about 3% of India's 1.3 billion people have been fully vaccinated, the lowest rate among the 10 countries with the most cases.

Car sales had started to pick up in the January-March period but a second, more deadly wave of infections forced lockdowns again. This time consumer sentiment has taken a hit and discretionary spending is likely to take longer to recover.

The virus is also spreading to rural India, which was relatively protected during the first wave and had offset the low demand automakers saw in urban centres.

Mahindra, which has 6% share of India's passenger vehicles market and is the country's biggest tractor maker, saw robust growth in its farm sector revenues last year but sales in the hinterlands have dipped in May, Shah said.

This time, urban and rural buyers are holding back until the crisis passes.

"This year we have seen our customers also worry about putting up money and buying anything, saying what happens in case someone (in the family) gets COVID," he said.

Shah expects the pace of vaccinations in India to pick up in June but said if that does not happen it would be concerning.

"It is about reaching a certain point where we don't have to get into lockdowns once more," he said.

"If that happens, we will continue to be in this phase of two steps ahead and one step back."

CHINE:

USA:

Statement by Press Secretary Jen Psaki on the United States Response to Belarus's Forced Diversion of Ryanair Flight and Continuing Attack on Fundamental Freedoms

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/05/28/statement-by-press-secretary-jen-psaki-on-the-united-states-response-to-belaruss-forced-diversion-of-ryanair-flight-and-continuing-attack-on-fundamental-freedoms/>

MAY 28, 2021 • STATEMENTS AND RELEASES

Belarus's forced diversion of a commercial Ryanair flight under false pretenses, traveling between two member states of the European Union, and the subsequent removal and arrest of Raman Pratasevich, a Belarusian journalist, are a direct affront to international norms. These events took place amid an escalating wave of repression by the Lukashenka regime against the aspirations of the people of Belarus for democracy and human rights. In response to the events of May 23 and the Lukashenka regime's continuing attack on fundamental freedoms, the United States is taking the following actions:

The United States has joined the public condemnation of the events of May 23 at the United Nations (UN), the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), the International Civil Aviation Organization (ICAO), the Group of Seven (G7), and the North Atlantic Treaty

Organization (NATO). We will continue to advocate at these bodies for action against the Lukashenka regime for its affront to international norms and undermining of democracy and human rights.

The Department of State has issued a Level 4 Do Not Travel warning to U.S. citizens urging them not to travel to Belarus. The Federal Aviation Administration has issued a Notice to Airmen warning U.S. passenger carriers to exercise extreme caution when considering flying in Belarusian airspace.

On June 3, 2021, the United States will re-impose full blocking sanctions against nine Belarusian state-owned enterprises previously granted relief under a series of General Licenses by the Treasury Department. As a result of this measure, U.S. persons will be prohibited from engaging in transactions with these entities, their property, or their interests in property.

The United States, in coordination with the EU and other partners and Allies, is developing a list of targeted sanctions against key members of the Lukashenka regime associated with ongoing abuses of human rights and corruption, the falsification of the 2020 election, and the events of May 23.

The Treasury Department will develop for the President's review a new Executive Order that will provide the United States increased authorities to impose sanctions on elements of the Lukashenka regime, its support network, and those that support corruption, the abuse of human rights, and attacks on democracy.

The Department of Justice, including the FBI, is working closely on this matter with our European counterparts.

The United States will suspend its discretionary application of the 2019 U.S-Belarus Air Services Agreement.

We take these measures, together with our partners and Allies, to hold the regime accountable for its actions and to demonstrate our commitment to the aspirations of the people of Belarus. We call on Lukashenka to allow a credible international investigation into the events of May 23, immediately release all political prisoners, and enter into a comprehensive and genuine political dialogue with the leaders of the democratic opposition and civil society groups that leads to the conduct of free and fair Presidential elections under OSCE auspices and monitoring.

U.S. Tells Russia It Won't Rejoin Open Skies Military Treaty – AP

28/05/2021 <https://www.themoscowtimes.com/2021/05/28/openskies-2-a74035>

Russia's own exit from the Open Skies Treaty is advancing through parliament. Sergei Kiselyov / Moskva News Agency

The United States has informed Russia that it will not return to the Open Skies Treaty, a key international arms control pact, the Associated Press reported Thursday.

The decision came weeks after the U.S. said it was reviewing the previous administration's withdrawal in November as the decision for Russia's own exit from the Open Skies Treaty is advancing through parliament. Until Thursday both sides had said the pact could still be revived.

Deputy Secretary of State Wendy Sherman informed Russian Deputy Foreign Minister Sergei Ryabkov that Washington "does not intend to seek to rejoin" the Open Skies Treaty, according to the AP.

Sherman attributed the withdrawal to "Russia's failure to take any actions to return to compliance" and "recent actions with respect to Ukraine, [which are] not that of a partner committed to confidence-building."

Russia's Foreign Ministry confirmed to the state-run TASS news agency later Thursday that it had been notified of the U.S. intent.

The Open Skies Treaty, which was signed in 1992 and came into force in 2002, allowed its three dozen members to conduct joint unarmed short-notice observation flights over countries' territories to monitor potential military operations.

Experts have warned that the U.S. withdrawal would debilitate its European NATO allies' overflights because they lack satellite reconnaissance capabilities.

UNION EUROPEENNE:

L'Union européenne prépare un plan d'aide destiné à un "futur Bélarus démocratique"

Par euronews avec AFP 29/05/2021 <https://fr.euronews.com/2021/05/29/l-union-europeenne-prepare-un-plan-d-aide-destine-a-un-futur-belarus-democratique>

Bruxelles a présenté vendredi un projet de soutien au Bélarus prévoyant jusqu'à 3 milliards d'euros d'aide au pays, en cas de transition démocratique quand Alexandre Loukachenko aura quitté le pouvoir.

Les sanctions contre le régime biélorusse d'un côté, le soutien au peuple de l'autre. Alors que les Etats-Unis disent préparer, avec l'Union européenne, "une liste de sanctions ciblées à l'encontre de membres-clés du régime de Loukachenko", Bruxelles a présenté un projet de soutien économique destiné à un "futur Bélarus démocratique". Autrement dit quand Alexandre Loukachenko aura accepté de quitter son fauteuil et de s'en remettre à un processus démocratique, l'UE ayant jugé la dernière élection "nilibre juste ni juste".

"Ce plan, d'un montant maximal de 3 milliards d'euros, reflète l'engagement de l'Union européenne à soutenir le peuple biélorusse (...) lorsque le Bélarus s'engagera dans une transition démocratique", a déclaré Josep Borrel, chef de la diplomatie européenne.

A ce stade, 88 personnes, dont le président biélorusse Alexandre Loukachenko, étaient déjà frappées d'une interdiction de voyage dans l'UE et d'un gel de leurs avoirs avant le détournement de l'avion de Ryanair par Minsk dimanche dernier.

Lundi soir, au début du sommet européen, les Vingt-Sept ont annoncé leur fermeture de l'espace européen au Bélarus, la mise en place de "sanctions économiques ciblées" et l'allongement de la liste des "personnes et entités biélorusses" déjà visées par des sanctions.

Washington va de son côté imposer à compter du 3 juin des sanctions économiques contre neuf entreprises publiques du Bélarus. Des sanctions décidées à la suite de la répression des manifestations contre le régime.

Le département du Trésor américain travaille aussi à l'élaboration de sanctions contre "des éléments du régime de Loukachenko et son réseau de soutien", a déclaré vendredi la porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki.

Svetlana Tikhanovskaïa, opposante biélorusse en exil, a appelé l'UE à se montrer "plus courageuse et plus forte" en imposant des sanctions supplémentaires. Le premier ministre néerlandais Mark Rutte, qui la recevait à La Haye, estime que les sanctions ciblées constituent la meilleure option.

"Nous ferons tout pour protéger les personnes en Biélorussie de l'impact de ces sanctions, mais cela ne sera pas toujours facile", a déclaré Mark Rutte. "Nous devons tout faire pour atteindre le régime et nous ne pouvons y parvenir que par des sanctions ciblées".

Soutien de Moscou réaffirmé

Pendant, ce temps, Vladimir Poutine a réaffirmé son soutien à Alexandre Loukachenko en le recevant, tout sourire, vendredi, dans sa résidence de Sotchi.

Le président russe a balayé les accusations des Occidentaux concernant l'interruption de l'avion de Ryanair reliant Athènes à Vilnius, qui a conduit à l'arrestation de l'opposant biélorusse Roman Protassevitch.

Il a rappelé le cas de l'atterrissage forcé, en 2013, à Vienne, de l'avion du président bolivien Evo Morales, qui avait été soupçonné de transporter le lanceur d'alerte Edward Snowden.

"Ce qu'ils veulent de nous est bien clair, ces amis occidentaux", a dit de son côté Alexandre Loukachenko, estimant qu'il s'agissait de "déstabiliser la situation pour que ce soit comme en août" 2020, quand un mouvement de contestation sans précédent avait secoué le Bélarus.

Le Bélarus affirme que l'avion de Ryanair a été dérouté dimanche dernier à cause d'une alerte à la bombe et que l'arrestation de Roman Protassevitch relevait du hasard. Mais il n'y a jamais eu de

bombe et la société qui héberge l'adresse email d'où la menace a été envoyée, révèle que "le message a été envoyé après que l'avion a été détourné". De quoi renforcer les soupçons d'une mise en scène.

Le site dossier.center a publié la photo d'un courriel daté de 09h57 GMT, alors que le pilote de l'avion a officiellement été informé de la menace à 09h30 GMT.

Le Comité d'enquête bélarusse a assuré que plusieurs messages d'alerte avaient en fait été reçus dimanche, dont un à 09h25 GMT.

ONU/UN:

Samoa : le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme appelle au respect des institutions démocratiques

<https://news.un.org/fr/story/2021/05/1097072>

28 mai 2021

Paix et sécurité

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) a appelé, vendredi, au « respect et à la protection des institutions démocratiques » après les contestations relevées depuis les élections générales du 9 avril dernier à Samoa.

« Le Haut-Commissariat demande instamment que l'Etat de droit et les institutions démocratiques de Samoa soient respectés et protégés, et en particulier le rôle clé joué par un pouvoir judiciaire indépendant », a déclaré Marta Hurtado, porte-parole du HCDH.

Les services de la Haut-Commissaire Michelle Bachelet ont exprimé leurs préoccupations au sujet « des défis liés à l'Etat de droit au Samoa » à la suite du scrutin du 9 avril.

« Nous insistons sur le fait que les juges samoans doivent être en mesure d'exercer leurs fonctions sans pression, interférence ou attaques personnelles d'où qu'elles viennent », a ajouté Mme Hurtado.

Selon les médias, la Cour suprême des Samoa a jugé dimanche dernier « illégale » la décision du chef de l'État de suspendre le Parlement.

Le chef de l'ONU prône le dialogue

Pour l'ONU, c'est « un droit fondamental » que de saisir les tribunaux, y compris pour de « contester les résultats des élections, conformément au cadre juridique applicable ».

Parallèlement, le HCDH estime que les décisions de la Cour suprême doivent être respectées, d'une manière conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

« Le Samoa est partie du Pacte international relatif aux droits civils et politiques depuis 2008 et s'est donc engagé à préserver l'accès à la justice et l'indépendance du pouvoir judiciaire », a rappelé la porte-parole lors d'un point de presse régulier de l'ONU ce vendredi à Genève.

Le Secrétaire général a appelé lundi dernier les dirigeants du pays à rechercher des solutions à la situation politique actuelle par le dialogue, dans le meilleur intérêt du peuple et des institutions nationales. Dans sa déclaration, António Guterres, a indiqué suivre les développements à Samoa. Il a ajouté que l'ONU était prête à fournir son appui à Samoa « si les parties le demandent ».

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 31 mai 2021